

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/LTU/10

30 juillet 1996

(96-3024)

Original: anglais

## ACCESSION DE LA LITUANIE

### Questions et réponses additionnelles

La Mission permanente de la République de Lituanie a présenté les questions et réponses additionnelles suivantes concernant l'Aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur (L/7551), l'Aide-mémoire sur le régime des services (WT/ACC/LTU/5) et les questions et réponses additionnelles (WT/ACC/LTU/2, WT/ACC/LTU/4 et WT/ACC/LTU/7). Une information complémentaire sur les mesures sanitaires et phytosanitaires figure en annexe. Les questions et réponses sont reproduites ci-après.

## TABLE DES MATIERES

<u>Section</u>	<u>Questions</u>
INTRODUCTION	
AIDE-MEMOIRE SUR LE REGIME DE COMMERCE EXTERIEUR	
II. ECONOMIE ET COMMERCE EXTERIEUR	
1. Economie	
b) Grandes orientations de la politique actuelle	
Prix	326-329
Concurrence	330
III. REGIME DE COMMERCE EXTERIEUR	
1. Réglementation des importations	
b) Nomenclature douanière, types de droits, etc.	331-333
c) Préférences tarifaires	334-342
d) Mesures non tarifaires	343-344
Sucre	345-350
Alcool	351-354
e) Evaluation en douane	355-359
h) Normes et certification	360-363
i) Mesures sanitaires et phytosanitaires	364-366
j) Autres mesures	367-370

Questions

2.	Réglementation des exportations	
b)	Restrictions et prohibitions à l'exportation	371-372
IV.	AUTRES POLITIQUES TOUCHANT LE COMMERCE EXTERIEUR	
1.	Politique industrielle	373
2.	Politique agricole	374-383
3.	Politique financière, budgétaire et fiscale	384-385
5.	Politique en matière d'investissements intérieurs et étrangers	386-388
6.	Marchés publics	389
7.	Entreprises commerciales d'Etat	390-392
8.	Politique en matière de subventions	393-394
9.	Zones franches	395
V.	FONDEMENT INSTITUTIONNEL DES RELATIONS COMMERCIALES ET ECONOMIQUES AVEC LES PAYS TIERS	396-398
ANNEXE IV	DECISION GOUVERNEMENTALE SUR LA PROCEDURE D'EXPORTATION ET D'IMPORTATION DE MARCHANDISES EN REPUBLIQUE DE LITUANIE	399-400
AIDE-MEMOIRE SUR LE REGIME DES SERVICES		
II.	POLITIQUES APPLICABLES AU COMMERCE DES SERVICES	
4.	Dispositions, y compris celles des accords internationaux, concernant les prescriptions et procédures en matière de qualification, les normes et réglementations techniques et les prescriptions en matière d'autorisation ou d'enregistrement en vue de la fourniture de services	
4.1.1	Services financiers	
	Assurances	401-404
	Banque	405-409
4.1.2	Services de communication	410-411
4.1.3	Services professionnels	412-415
	Services juridiques	416-417
4.1.4	Autres services fournis aux entreprises	
	Services annexes aux industries manufacturières	418
	Services annexes à la distribution d'énergie	419
4.1.8	Services de transport	420
4.2	Prescriptions en matière d'autorisation et d'enregistrement	421-424
5.	Monopoles ou exclusivités en matière de fourniture de services	425
7.	Transferts et paiements internationaux au titre des opérations courantes portant sur les services	426
8.	Opérations en capital	427

Questions

9.	Acquisition de services par les organismes publics	428-435
10.	Aides, dons, subventions intérieures, avantages fiscaux et programmes de promotion	436
III.	ACCES AU MARCHÉ ET TRAITEMENT NATIONAL	437-438
IV.	TRAITEMENT DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE	439

NOTE SUR LES ASPECTS DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE QUI TOUCHENT  
AU COMMERCE (ADPIC)

Droit d'auteur et droits connexes	440-441
Marques de commerce	442
Indications géographiques	443
Brevets	444-445
Schémas de circuits intégrés (semi-conducteurs)	446
Protection des obtentions végétales	447
Moyens de faire respecter les ADPIC	448
Autres mesures	449

TAUX DES DROITS DE DOUANE APPLIQUÉS PAR LA LITUANIE AUX PRODUITS IMPORTÉS	450
--	-----

ANNEXE I: INFORMATION CONCERNANT LES PROGRÈS ACCOMPLIS PAR LA LITUANIE  
DANS LA MISE EN ŒUVRE DES DISPOSITIONS DE L'ACCORD DE L'OMC  
SUR LES MESURES SANITAIRES ET PHYTOSANITAIRES

ANNEXE II: STRUCTURE DES ENTREPRISES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS LITUANIENNES

ANNEXE III: TAXES D'ACCISE SELON LA RÉSOLUTION N° 582 DU GOUVERNEMENT  
(17 mai 1996) DE LA RÉPUBLIQUE DE LITUANIE

## INTRODUCTION

Depuis que les dernières questions et réponses ont été présentées au Secrétariat de l'OMC, la Lituanie a apporté plusieurs améliorations notables à sa législation commerciale (complément au document WT/ACC/LTU/9).

Signalons tout d'abord qu'au milieu de juin 1996, le Parlement (Seimas) a approuvé une modification de la Constitution en vertu de laquelle les étrangers sont désormais autorisés à acheter des terrains en Lituanie.

Le Code des douanes a été approuvé par le Parlement le 18 avril 1996. Il est fondé sur les dispositions du Code des douanes de la Communauté, remplace la Loi sur les douanes, certaines dispositions de la Loi sur le tarif douanier et autres textes législatifs, et régira des domaines tels que les services de douane et leurs fonctions, les procédures douanières, les tarifs douaniers, les opérations d'exportation et d'importation, le transit, les règles d'origine, l'évaluation en douane, etc. Il reprend aussi mot pour mot les dispositions de l'Accord du GATT de 1994 relatives à l'évaluation en douane. La Lituanie prévoit aussi d'apporter quelques changements à son système d'évaluation en douane afin de réduire les fraudes douanières (pour plus de détails, voir la réponse à la question 358). Le Code des douanes entrera en vigueur le 1er janvier 1998 (réponse à la question 355).

Selon la Résolution gouvernementale n° 716 (18 juin 1996), les prohibitions à l'exportation visant plusieurs produits ont été remplacées par des droits à l'exportation - voir la réponse à la question 371.

Un nouveau régime applicable au commerce du tabac et des produits du tabac a été institué par la Loi sur la réglementation du tabac (20 décembre 1995) (voir la réponse à la question 344). Il importe de souligner que, selon cette Loi, la production et l'importation de tabac à priser et de tabac à chiquer sont interdites.

Selon la Résolution gouvernementale n° 582 (17 mai 1996), de nouveaux droits d'accise ont été approuvés - voir l'annexe III du présent document.

Par ailleurs, étant donné le grand intérêt suscité par son régime sanitaire et phytosanitaire, la Lituanie a réuni des informations complètes sur le sujet, lesquelles constituent l'annexe I du présent document.

AIDE-MEMOIRE SUR LE REGIME DE COMMERCE EXTERIEURII. ECONOMIE ET COMMERCE EXTERIEUR1. Economieb) Grandes orientations de la politique actuellePrix**Question 326**

**La Lituanie considère-t-elle que les subventions versées par le biais des prix d'achat "recommandés" sont soumises aux engagements de réduction prévus par l'article 6 de l'Accord sur l'agriculture?**

Réponse

Oui, c'est le cas. Cependant, à l'heure actuelle, les prix d'achat intérieurs de la plupart des produits agricoles sont inférieurs aux prix mondiaux; en conséquence le soutien accordé par le biais des prix d'achat recommandés est autorisé, et les subventions seront soumises à réduction lorsque les prix intérieurs atteindront ou dépasseront les prix mondiaux.

**Question 327**

**Le système des prix d'achat minimaux pour les produits agricoles qui est décrit dans la réponse aux questions 187-189 (WT/ACC/LTU/7) semble être un programme de soutien interne qui favorise la production intérieure et la transformation nationales et qui en fait restreint les importations. Quel est le montant de ce programme de subventions? La Lituanie s'apprête-t-elle à inclure ce programme dans sa liste concernant l'agriculture et à procéder aux réductions exigées?**

Réponse

Complément de réponse à la question 45 (WT/ACC/LTU/2) et à la question 187 (WT/ACC/LTU/7).

Au cours de l'année 1995, 177,1 millions de litas ont été affectés au subventionnement de la production agricole dans le cadre des contingents d'achat. Nous reconnaissons que les subventions de ce genre sont soumises aux engagements de réduction et qu'elles sont inefficaces par rapport aux subventions directes. La Lituanie a inclus ce programme dans sa liste concernant l'agriculture et va examiner cette question.

**Question 328**

**Nous constatons avec inquiétude que, dans sa réponse à la question 188, la Lituanie laisse entendre qu'elle envisagerait d'élargir le programme des prix minimaux à de nouveaux produits si cela devenait "nécessaire dans une situation extrême". Comment les "situations extrêmes" sont-elles définies? Nous encourageons la Lituanie à utiliser plutôt une autre solution: les mécanismes de protection de l'OMC, par exemple ceux qu'offre l'article XIX.**

Réponse

Il n'existe pas de définition de l'expression "situation extrême". Une nouvelle résolution gouvernementale qui énumérera les principaux critères d'une "situation extrême" est en préparation.

**Question 329**

**En ce qui concerne la réponse donnée pour la question 263 relative aux prix d'achat "recommandés", la Lituanie note que les prix d'achat réels sont à l'heure actuelle plus élevés que les prix recommandés, et cela en raison d'une pénurie des importations d'intrants agricoles. La Lituanie pourrait-elle expliquer la raison pour laquelle il faudrait en conséquence verser des subventions aujourd'hui?**

Réponse

En cette période de transformation du secteur agricole lituanien, la Lituanie verse des subventions aux producteurs (subventions payées par l'intermédiaire des transformateurs pour couvrir une partie du coût des intrants) afin de garantir aux producteurs un niveau de revenu minimal à un moment où l'offre et la demande peuvent fluctuer considérablement d'une année à l'autre.

Concurrence

**Question 330**

**Prière de fournir une liste des entreprises considérées aujourd'hui comme ayant une position dominante sur le marché.**

Réponse

Mise à jour de la réponse à la question 192 (WT/ACC/LTU/7).

L'ancienne liste, qui comptait 46 entités, ne correspond plus à la situation qui a cours aujourd'hui en Lituanie. Elle a été remplacée par une nouvelle liste renfermant six entités seulement (établie par la Décision n° 5 du Conseil de la concurrence du 30 janvier 1996):

1. la société anonyme "Achema", qui produit du salpêtre, de l'urée, des résines d'urée;
2. la société anonyme "Fostra", qui produit des superphosphates granulés (amophos);
3. la société anonyme "Akmenes Cementas", qui produit du ciment;
4. la société anonyme "Kalcitas", qui produit de la pierre à chaux et de la chaux;
5. la société anonyme "Ventos Statybines Medziagos", qui produit de la pierre à chaux broyée;
6. l'entreprise d'Etat appelée "Bureau des services et prévisions d'inventaire de la République" - inventaire technique des édifices, bâtiments et constructions mécaniques, travaux de conception, certification des édifices et constructions.

Ces entités contrôlent entre 60 et 90 pour cent du marché du produit en question et, aux termes de la décision susmentionnée, elles sont tenues de notifier au préalable les changements de prix à l'Office d'Etat de la concurrence et de la protection des consommateurs. Le Conseil de la concurrence a jugé que ces entités avaient commis un abus de position dominante durant la période 1994-1995 en fixant des prix indûment élevés.

Cette liste ne sera pas établie à l'avenir, car les éventuels abus de position dominante seront examinés au cas par cas.

### III. REGIME DE COMMERCE EXTERIEUR

1. Réglementation des importations
- b) Nomenclature douanière, types de droits, etc.

#### **Question 331**

**Nous croyons comprendre qu'à l'heure actuelle, la Lituanie n'applique pas les prix de référence visés dans la Résolution gouvernementale n° 281 (réponse à la question 196 (WT/ACC/LTU/7)), mais nous ne sommes pas persuadés que l'adoption de telles mesures soit conforme à l'article VII du GATT et à l'Accord de l'OMC sur l'agriculture.**

#### **Réponse**

La résolution mentionnée et la Loi sur le sucre prévoient la possibilité d'adopter des prix de référence, mais cette mesure n'est pas appliquée. La Lituanie n'a pas l'intention d'adopter de telles mesures à l'avenir.

#### **Question 332**

**En ce qui concerne l'utilisation des prix de référence (prix minimaux ou prix de seuil), nous ne croyons pas que la Lituanie puisse recourir à des valeurs minimales établies officiellement, comme le prévoient le paragraphe 2 de l'annexe III de l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VII et les décisions et déclarations ministérielles contenues dans les textes du Comité de l'OMC sur l'évaluation en douane qui se rapportent aux valeurs minimales.**

**La Lituanie n'est pas un pays en développement. Toute demande de dispositions transitoires visant de telles mesures doit être justifiée et soumise à l'approbation du Groupe de travail.**

#### **Réponse**

Prière de voir le document WT/ACC/LTU/7 "Renseignements sur la mise en oeuvre et l'administration de l'Accord sur l'évaluation en douane" et la réponse à la question 358. La Lituanie n'a pas adopté et n'a pas l'intention d'adopter de prix de référence (prix minimaux ou prix de seuil).

#### **Question 333**

**La Lituanie peut-elle confirmer que la réponse à la question 193 (WT/ACC/LTU/7) signifie que l'exécutif peut à tout moment modifier le niveau des droits sans avoir à en aviser le législateur?**

#### **Réponse**

A l'heure actuelle, selon la Loi sur le tarif douanier (27 avril 1993), les droits de douane ne peuvent être modifiés que par une décision du gouvernement lituanien. Cependant, il sera proposé, dans un nouveau projet de loi sur le tarif douanier, que ce soit le parlement plutôt que le gouvernement qui détermine et modifie à l'avenir les droits de douane ainsi que les autres taxes.

c) Préférences tarifaires**Question 334**

**Quel est le statut de l'éventuel accord trilatéral sur le commerce des produits agricoles?**

Réponse

L'Accord trilatéral de libre-échange des produits agricoles entre la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie a été signé au milieu de juin 1996 et sera appliqué après qu'il aura été adopté par les parlements respectifs des pays baltes. Il prévoit le libre-échange (droits nuls) des produits agricoles entre les trois pays.

**Question 335**

**D'autres précisions sont demandées à propos des contingents tarifaires de la Lituanie appliqués dans le contexte des systèmes tarifaires préférentiels. Dans le document WT/ACC/LTU/2, la Lituanie déclare qu'elle utilise de telles mesures pour mettre en oeuvre ses accords de libre-échange et pour assurer l'importation temporaire de certains produits en cas de pénurie ou pour d'autres raisons. Dans la réponse à la question 14, la Lituanie énumère plusieurs produits, notamment les animaux vivants, les graisses, certaines céréales et produits céréaliers, le sucre, les boissons alcooliques et certains flacons en verre.**

- **Peut-on supposer que l'accès préférentiel prévu pour ces produits est conféré à l'Union européenne, à l'Estonie, à la Lettonie et à la Norvège, dans la réponse à la question 11?**
- **Quel pourcentage i) des importations lituaniennes et ii) de la consommation totale lituanienne des produits énumérés fait l'objet de contingents tarifaires?**

Réponse

Complément de réponse aux questions 200 et 201 (WT/ACC/LTU/7).

La liste mentionnée dans la réponse à la question 14 (qui a été mise à jour dans l'annexe IV du document WT/ACC/LTU/7) se réfère aux contingents tarifaires généraux pour raisons de pénurie, non au système préférentiel lituanien de tel ou tel accord de libre-échange. Dans le cadre des contingents tarifaires généraux, des produits peuvent être importés temporairement de tout pays fournisseur à des taux de droit nuls (suspension des droits de douane). Par exemple, les contingents tarifaires généraux pour l'importation en franchise d'alcool éthylique de qualité technique sont ouverts aux importateurs qui importent de toutes provenances, pas seulement des pays avec lesquels la Lituanie a négocié un accord de libre-échange.

Pour ce qui est de la structure des concessions tarifaires dans tous les accords commerciaux préférentiels existants, prière de se référer au document WT/ACC/LTU/7, annexe III "Taux des droits de douane appliqués par la Lituanie aux produits importés", aux textes des divers accords de libre-échange et à la Résolution n° 205 du 8 février 1995 du gouvernement lituanien, qui met en oeuvre l'accord de libre-échange conclu avec l'Union européenne. Tous ces textes ont été déposés auprès du Secrétariat de l'OMC pour examen par les Membres de l'OMC.

Dans le cadre de l'accord de libre-échange conclu avec l'Union européenne, la Lituanie s'est engagée à libéraliser le traitement qu'elle accorde aux produits agricoles de l'Union européenne, et

cela au moyen d'une liste annuelle (1995 à 2000) prévoyant des volumes d'importation contingentés croissants et les réductions tarifaires y afférentes. A l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange, la Lituanie a commencé d'appliquer des droits nuls (sauf quelques exceptions pour des produits sensibles) aux importations de produits industriels en provenance de l'Union européenne. L'accord devrait être intégralement appliqué d'ici au 1er janvier 2001. La Résolution gouvernementale n° 205 précise la manière dont l'accès assuré à l'Union européenne par ces mesures est organisé, produit par produit, avec mention des contingents tarifaires le cas échéant.

A titre de comparaison, les dispositions des accords de libre-échange conclus avec les autres pays mentionnés dans cette question prévoient que le commerce des produits agricoles sera soumis à des droits NPF avec d'autres réductions pour un nombre restreint de produits agricoles et de produits alimentaires transformés. La plupart des produits industriels bénéficient d'un droit nul. Il n'est fait usage d'aucun contingent tarifaire, et aucune nouvelle réduction des droits n'est prévue (contrairement à ce que prévoit l'accord de libre-échange conclu avec l'Union européenne).

La Lituanie note aussi que tout récemment elle a signé un accord avec l'Estonie et la Lettonie en vue d'élargir le champ d'application de l'accord de libre-échange des pays baltes pour y inclure les produits agricoles. A l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange élargi, les pays baltes établiront entre eux pour les produits agricoles un régime hors contingent d'admission en franchise. On pense que cet accord sera présenté au parlement de chaque pays pour ratification aussitôt que possible.

Pour l'instant, la Lituanie peut donner quelques renseignements sur les importations qui ont eu lieu dans le cadre des contingents tarifaires généraux utilisés pour cause de pénurie, mais elle ne possède pas encore beaucoup d'informations sur l'importation de produits au titre des contingents tarifaires prévus par l'accord de libre-échange entre la Lituanie et l'Union européenne, étant donné que lesdits contingents n'ont été effectivement ouverts qu'en 1996, peu d'intérêt ayant été manifesté pour les réductions minimales des droits NPF au titre des contingents tarifaires. Prière de se référer aux tableaux qui suivent.

Contingents tarifaires appliqués au titre de l'accord de libre-échange avec l'UE:  
comparaison avec les importations et la production intérieure en 1995

Position du SH	Désignation	Importations totales de toutes provenances (y compris l'UE), en tonnes	Production intérieure totale, en tonnes	Contingent tarifaire appliqué au titre de l'ALE avec l'UE, en tonnes*
0201 0202	Viande de bovins	210,0	43 400	800
0203	Viande de porcins	1375,2	21 200	400
0406	Fromage	431,0	15 800	400
1601	Saucisses ou produits analogues	329,4	35 800	100

\* Il s'agit de niveaux négociés dans l'ALE, mais, comme il est indiqué ci-dessus, les contingents tarifaires n'ont été ouverts ou administrés qu'en 1996.

Contingent tarifaire général à l'importation en 1995

Position du SH	Désignation		Contingent tarifaire général à l'importation	Pourcentage des importations totales	Pourcentage de la consommation intérieure totale
0101.11, 0102.10, 0103.10, 0104.10.10, 0104.20.10	Animaux reproducteurs de race pure	unités	39		
0105.11, 0101.19.10, 0105.19.90	Volailles reproductrices de race pure		-		
0106.00.10, 0106.00.90	Autres animaux reproducteurs de race pure vivants	unité	109 085		
0201, 0202, 0203	Viande de bovins et de porcins		-		
0301.91- 0301.99.19	Poissons reproducteurs de race pure		-		
0405	Beurre		-		
0407.00.11, 0407.00.19	Oeufs à couver d'oiseaux reproducteurs de race pure	unité	584 280		
0511.99.50, 0511.99.80	Sperme d'étalons, de verrats, de béliers et de boucs; embryon de bovins		-		
0701	Pommes de terre		-		
1001, 1008.90.1	Céréales	tonnes	122 421	100	8,7
1101	Farine de froment		-		
1104, 1214.90.91, 1214.90.99	Aliments composés pour animaux	tonnes	3 517	100	0,6
1107.10	Malt, non torréfié	tonnes	7 396	80,2	24,3
1502	Graisses de bovins, d'ovins ou de caprins		-		

Position du SH	Désignation		Contingent tarifaire général à l'importation	Pourcentage des importations totales	Pourcentage de la consommation intérieure totale
17011.11.0-17011.29.0	Sucre brut à raffiner	tonnes	31 000	100	25
1701.91, 1702.30, 1704.40, 1702.90	Sucre à usage spécial	tonnes	600		
1701.99	Sucre	tonnes	4 240	100	4
2207.10, 2204.30	Alcool éthylique de qualité technique*		-		
2204.29	Alcool	litre	29 092 175		
2208.10	Boissons (non embouteillées)	litre	266 300		
2208.20.62, 2205.90, 2206.00.81, 2206.00.89, 2207, 2208.20.40, 2208.90.35, 2208.90.38, 2208.90.71-2208.90.79, 2208.90.99	Boissons alcooliques et leurs matières premières en récipients pour transformation industrielle	litre	575 000 -		
7010.90.41-7010.90.47	Flacons en verre transparent irrégulier	unité	1 237 388		

\* Comme on l'a expliqué dans la réponse à la question 201 (WT/ACC/LTU/7), les procédures d'importation de l'alcool éthylique de qualité technique sont différentes de celles des autres produits énumérés: ces contingents tarifaires sont accordés automatiquement aux entreprises pour l'importation d'alcool éthylique de qualité technique dans le cadre du contingent tarifaire général; pour obtenir ce droit, une entreprise doit présenter une demande, une justification technique et économique de ses besoins, ainsi qu'un contrat signé avec un fournisseur étranger; la quantité importée dans le cadre du contingent tarifaire est déterminée par les besoins de l'entreprise concernée. En 1994 (les chiffres de 1995 ne sont pas disponibles), 1 471 118 litres d'alcool éthylique de qualité technique ont été importés dans le cadre de contingents tarifaires, soit 100 pour cent des importations totales.

### **Question 336**

**La Lituanie déclare dans la réponse à la question 204 que les données indiquant le volume des contingents tarifaires qui bénéficient de l'admission en franchise de droits sont en voie de systématisation et seront disponibles ultérieurement. Prière de fournir ces données.**

Réponse

Voir la réponse à la question 335 b).

**Question 337**

**Nous remercions la Lituanie d'avoir soumis à l'examen des pays membres le document WT/REG/9/1 (Accord de libre-échange entre la Lituanie et l'Union européenne) reproduisant son accord de libre-échange avec l'Union européenne. Ce document ne donne cependant pas une description suffisamment détaillée des contingents tarifaires. La Lituanie doit expliquer en détail la manière dont l'accès assuré à l'Union européenne par ces mesures est organisé, ainsi que leur incidence sur les obligations NPF de la Lituanie, en particulier après son accession.**

Réponse

Voir les réponses aux questions 200-201 (WT/ACC/LTU/7) et la réponse à la question 335.

**Question 338**

**Prière de confirmer pour le Groupe de travail, par une réponse écrite à cette question, les produits qui sont actuellement visés par des contingents tarifaires ou qui pourraient l'être éventuellement, ainsi que les quantités négociées (et les niveaux des droits hors contingent).**

Réponse

En ce qui concerne les contingents tarifaires appliqués aux termes de l'accord de libre-échange avec l'Union européenne, voir la réponse à la question 335. En ce qui concerne les contingents tarifaires généraux pour cause de pénurie, voir l'annexe IV du document WT/ACC/LTU/7. Les importations hors contingent sont assujetties aux droits NPF ou aux droits autonomes selon le statut du pays considéré.

**Question 339**

**Nous croyons comprendre que les produits originaires de l'Union européenne font l'objet d'un taux de droit nul à l'intérieur du contingent, tandis que hors du contingent le droit NPF est appliqué. Les autres pays ont-ils le même accès? Comment leur accès est-il réparti? Comment sont traitées les importations relevant de ces mêmes lignes tarifaires en provenance d'autres pays? Continuent-elles de bénéficier des droits NPF? S'agit-il des mêmes produits auxquels le Ministère de l'agriculture applique les contingents tarifaires généraux? Dans l'affirmative, comment des pays non membres de l'Union européenne peuvent-ils exporter vers la Lituanie quand les pays de l'Union européenne sont les seuls à bénéficier du contingent tarifaire?**

Réponse

Comme il est indiqué dans la réponse à la question 335 a), un droit d'importation qui est inférieur au droit NPF, mais qui n'est pas nul, est appliqué aux produits agricoles originaires de l'Union européenne à l'intérieur des contingents tarifaires préférentiels à l'importation. Le niveau du droit dépend du produit visé et du stade de mise en oeuvre de l'accord de libre-échange.

Des contingents tarifaires d'importation préférentiels ne sont prévus que dans l'accord de libre-échange conclu avec l'Union européenne, mais comme il est indiqué dans la réponse à la question 335, ces contingents n'ont en fait été ouverts qu'en 1996 (peu d'intérêt a été manifesté pour les réductions minimales des taux NPF au titre des contingents tarifaires).

La Lituanie n'applique aucun contingent tarifaire préférentiel à l'importation aux autres pays avec lesquels des accords de libre-échange ont été conclus. La Lituanie applique les droits conventionnels d'importation (droits NPF) aux produits originaires des pays avec lesquels elle a négocié des accords commerciaux NPF, et des droits autonomes sont appliqués aux produits originaires de pays ne bénéficiant pas d'un accord de libre-échange avec la Lituanie ou du traitement NPF (voir la réponse à la question 11 (WT/ACC/LTU/2)). Pour les droits préférentiels d'importation, voir l'annexe III du document WT/ACC/LTU/7.

#### **Question 340**

**Les accords prévoyant des contingents tarifaires préférentiels envisagent-ils l'éventuel libre-échange de ces produits après la période d'introduction graduelle de six ans? Prière d'indiquer de quelle façon est coordonné l'accès des importations par pays accordé pour les produits soumis à la fois à des contingents tarifaires (WT/ACC/LTU/2, question 14) et à des licences d'importation (WT/ACC/LTU/2, question 13), par exemple le sucre, les boissons alcooliques et le tabac?**

#### **Réponse**

En ce qui concerne les contingents tarifaires préférentiels appliqués dans le cadre de l'accord de libre-échange avec l'Union européenne, la Lituanie ne peut présenter aucune information sur les intentions qu'elle peut avoir de maintenir ces contingents après la période d'introduction progressive de six ans. Il s'agit d'un sujet qui doit être négocié entre la Lituanie et l'Union européenne. Comme on l'a indiqué auparavant (réponses aux questions 335 et 339), la Lituanie n'accorde aucun contingent tarifaire préférentiel dans le cadre des accords de libre-échange qu'elle a négociés avec d'autres pays.

En ce qui concerne la deuxième partie de la question, le sucre fait l'objet uniquement d'un contingent tarifaire général (qui n'est accordé qu'en cas de pénurie et en très petites quantités) et ne fait l'objet ni d'un contingent tarifaire au titre de l'accord de libre-échange avec l'Union européenne, ni d'un régime de licences d'importation.

Les boissons alcooliques ne sont soumises qu'à un régime de licences d'importation; leurs matières premières pour transformation industrielle, et l'alcool éthylique de qualité technique font l'objet de licences d'importation et des contingents tarifaires généraux. Ni les boissons alcooliques, ni leurs matières premières, ni l'alcool éthylique ne sont soumis à des contingents tarifaires au titre de l'accord de libre-échange avec l'Union européenne.

Le tabac et les produits du tabac ne font l'objet que de licences d'importation; aucun contingent tarifaire ne vise ces produits.

En ce qui concerne le mode d'administration des deux types de contingents tarifaires (généraux ou préférentiels), voir la réponse à la question 201 (WT/ACC/LTU/7) (en outre, en ce qui concerne les contingents tarifaires prévus par l'accord de libre-échange avec l'Union européenne, la Résolution

gouvernementale n° 205 "relative à la mise en oeuvre de l'accord de libre-échange avec l'Union européenne" a été déposée auprès du Secrétariat de l'OMC). En ce qui concerne les licences d'importation applicables aux produits mentionnés, voir le document WT/ACC/LTU/7/Add.1, "Renseignements relatifs aux procédures en matière de licences d'importation".

#### **Question 341**

**Les importations en provenance de fournisseurs préférentiels sont-elles assujetties aux formalités de licence indiquées? Prière d'expliquer la manière dont la Lituanie administre ses contingents tarifaires pour les fournisseurs préférentiels.**

#### **Réponse**

En ce qui concerne les licences, il est nécessaire de souligner qu'une licence n'est accordée que pour l'activité visée, telle l'importation de boissons alcooliques, de produits du tabac, etc. (voir le document WT/ACC/LTU/7/Add.1), et qu'une telle licence est toujours nécessaire, qu'un accord de libre-échange ait ou non été signé avec le pays concerné.

En attendant, une autorisation non renouvelable est accordée par le Ministère de l'Agriculture pour l'importation de la matière première ou de la marchandise qui fait l'objet du contingent tarifaire général ou préférentiel.

Les licences et les contingents sont administrés séparément. Pour ce qui est de l'administration des contingents tarifaires (généraux ou préférentiels), voir la réponse à la question 201 (WT/ACC/LTU/7).

#### **Question 342**

**En ce qui concerne les contingents tarifaires généraux appliqués en cas de pénurie de produits agricoles, il semble curieux que le ministère accorde une autorisation non renouvelable valable au plus un an pour des contingents tarifaires qui sont censés être temporaires. Si une entreprise obtient une autorisation et que le contingent tarifaire expire avant que l'entreprise n'épuise le contingent, de quelle façon l'entreprise ou le pays exportateur seront-ils indemnisés?**

#### **Réponse**

L'entreprise ou le pays exportateur ne seront pas indemnisés, parce que l'autorisation n'est accordée que pour la quantité de marchandises que l'entreprise va importer dans un avenir prochain.

d) Mesures non tarifaires

#### **Question 343**

**Nous remercions la Lituanie d'avoir présenté dans divers autres documents des informations sur les mesures non tarifaires. Cependant, la Lituanie doit, dans ses réponses, fournir au Groupe de travail la liste des mesures non tarifaires actuelles, par ligne tarifaire et par type de mesures,**

**en indiquant quel produit est soumis à quelles mesures et en donnant le cas échéant une justification au regard des dispositions des Accords de l'OMC.**

Les Membres de l'OMC auront ainsi un bref aperçu des mesures non tarifaires en vigueur en Lituanie, et le mécanisme d'accession n'en sera que facilité.

Réponse

Comme on l'a souligné dans la réponse à la question 208 (WT/ACC/LTU/7), la Lituanie ne dresse pas d'obstacles non tarifaires aux importations, sauf lorsque cela est justifié aux termes des dispositions de l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce (voir le document WT/ACC/LTU/7/Add.1 "Renseignements relatifs aux obstacles techniques au commerce") et aux termes des dispositions de l'Accord de l'OMC sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (voir l'annexe I du présent document "Information concernant les progrès accomplis par la Lituanie dans la mise en oeuvre des dispositions de l'Accord de l'OMC sur les mesures sanitaires et phytosanitaires"). Cela est vrai, sous réserve des quelques exceptions suivantes:

- Le système de licences appliqué par la Lituanie pour certains domaines d'activité, notamment l'importation, le commerce de gros et le commerce de détail de produits contenant de l'alcool, n'a dans l'ensemble pas pour effet de restreindre le commerce. Cependant, pour les quelques entités qui détiennent des licences leur permettant d'importer des boissons alcooliques dont la teneur en alcool est supérieure à 22 pour cent, le gouvernement conserve le pouvoir de décider quels types de boissons alcooliques peuvent être importés par les détenteurs de licences. La Lituanie pense que de telles restrictions peuvent se justifier au titre de l'exception prévue à l'article XX du GATT aux fins de la protection de la vie ou de la santé humaines (pour plus de détails, voir la réponse à la question 353).
- Le régime de licences appliqué par la Lituanie à l'importation des pneumatiques usagés et du matériel de pêche électrique pour des raisons de protection de l'environnement peut se traduire par des restrictions quantitatives à l'importation dans le cas du matériel de pêche électrique (mais non des pneumatiques usagés). La Lituanie pense que ces restrictions peuvent se justifier au titre de l'exception prévue à l'article XX du GATT aux fins de la protection de l'environnement (pour plus de détails, voir le document WT/ACC/LTU/7/Add.1 "Renseignements relatifs aux procédures en matière de licences d'importation").
- Aux termes de la Loi sur la réglementation du tabac (20 décembre 1995), la Lituanie interdit l'importation de tabac à priser et de tabac à chiquer. La Lituanie pense que ces interdictions peuvent se justifier au titre de l'exception prévue à l'article XX du GATT aux fins de la protection de la vie et de la santé humaines. Parallèlement à l'interdiction d'importer, il y a aussi interdiction de fabriquer ces produits dans le pays.

**Question 344**

**En ce qui concerne les procédures en matière de licences d'importation:**

**Nous avons de nombreuses questions à propos des procédures lituaniennes se rapportant aux licences d'importation. La communication rapide de la réponse de la Lituanie au questionnaire sur les licences d'importation serait particulièrement utile pour l'éclaircissement de nos questions relatives au régime des licences. Prière d'expliquer comment les licences d'importation visant la vodka et les produits du tabac sont appliquées. Prière de préciser les modalités d'obtention de ces licences d'importation. Les critères énumérés pour le tabac dans la réponse à la question 222 sont-ils les seuls qui soient utilisés? Prière d'indiquer si la licence est subordonnée à des critères précis, notamment des critères de santé, et si les mêmes formalités de licence/certification s'appliquent aux produits nationaux similaires.**

#### Réponse

Voir le document WT/ACC/LTU/7/Add.1 "Renseignements relatifs aux procédures en matière de licences d'importation".

Complément d'information sur les conditions d'importation du tabac indiquées dans la réponse à la question 222 (WT/ACC/LTU/7):

- aux termes de la Loi sur la réglementation du tabac (20 décembre 1995), et pour des motifs de santé, la Lituanie interdit l'importation de tabac à priser et de tabac à chiquer (la production intérieure de ces produits est également interdite);
- également pour des motifs de santé, la quantité de résine se trouvant dans la fumée des cigarettes importées ne peut dépasser 20 mg; aux termes de la Loi sur la réglementation du tabac, et à compter du 1er janvier 1998, les mêmes normes d'hygiène s'appliqueront à tous les produits du tabac, qu'ils soient importés ou de fabrication nationale.

#### Sucre

#### **Question 345**

**Les prix de référence et prélèvements variables (évoqués dans la réponse à la question 213) appliqués aujourd'hui ne sont pas compatibles avec l'Accord de l'OMC sur l'agriculture ni avec l'article VII du GATT. Nous voudrions connaître les vues de la Lituanie sur la manière dont ce point sera résolu au moment de l'accession.**

#### Réponse

Comme il est indiqué dans les réponses à la question 213 (WT/ACC/LTU/7) et à la question 331, de telles mesures ne sont pas appliquées aujourd'hui, et la Lituanie n'a pas l'intention d'en adopter un jour.

**Question 346**

**Prière de justifier au regard des dispositions des accords de l'OMC, le recours aux prescriptions concernant la teneur en produits d'origine nationale dans l'administration des importations de sucre dans le cadre des règles de l'OMC.**

**Réponse**

Comme on l'a souligné dans les réponses aux questions 213 à 216 (WT/ACC/LTU/7), l'industrie de transformation nationale est libre d'importer du sucre à tout moment, y compris des produits semi-transformés à base de sucre. Ces importations sont frappées de droits de douane normaux, et il n'y a donc pas de contradiction avec l'article XI du GATT, ni avec l'Accord de l'OMC sur l'agriculture. L'obligation d'utiliser en premier lieu le sucre de production nationale ne s'applique qu'aux transformateurs qui souhaitent bénéficier du contingent tarifaire général (la mesure du contingent tarifaire est temporaire et elle est utilisée dans le cadre du processus de transformation du marché).

**Question 347**

**Les restrictions quantitatives incompatibles avec l'Accord de l'OMC sur l'agriculture doivent être éliminées avant l'accession, que la demande intérieure puisse ou non être satisfaite par la production intérieure. La Lituanie devra trouver, pour réglementer ce commerce, des mesures conformes aux règles de l'OMC.**

**Réponse**

Voir la réponse à la question 346.

**Question 348**

**Quels sont les niveaux des droits qui sont actuellement appliqués pour le sucre dans le cadre du contingent tarifaire et hors contingent?**

**Réponse**

Comme on l'a souligné dans la réponse à la question 340, le sucre n'est assujéti qu'à un contingent tarifaire général (qui n'est accordé que pour cause de pénurie et en de très faibles quantités) assorti de droits nuls. En ce qui concerne le niveau des droits dans le cadre du contingent tarifaire, voir le deuxième tableau dans la réponse à la question 335. Hors contingent, les importations sont assujetties aux droits de douane normaux - voir l'annexe III (WT/ACC/LTU/7).

**Question 349**

**La réponse à la question 216 n'est pas claire. La Lituanie affirme qu'aucune restriction quantitative ne s'applique aux importations de sucre, mais que seules les industries nationales de transformation qui utilisent en premier lieu le sucre de production nationale peuvent bénéficier du contingent tarifaire. Cela signifie-t-il que seuls les transformateurs qui utilisent en premier**

**lieu le sucre de production nationale bénéficient du droit nul et que les transformateurs qui utilisent du sucre importé doivent payer le droit NPF?**

Réponse

Les raffineries ou autres entités sont libres d'importer du sucre blanc ou du sucre brut en payant le droit d'importation normal (droit NPF ou droit autonome), sans limitation ni restriction durant toute l'année.

Le contingent tarifaire général à l'importation pour le sucre brut (contingent qui n'est accordé que pour cause de pénurie et en de très petites quantités) est défini à la fin de l'année. Quatre raffineries de sucre s'entendent alors sur la manière de répartir le contingent tarifaire susmentionné (auquel s'applique un taux de droit nul). Le gouvernement ne participe pas à cette entente, laquelle n'est régie par aucun instrument juridique.

**Question 350**

**En ce qui concerne l'attribution des licences pour le sucre (question 218): prière d'expliquer la manière dont les licences sont attribuées.**

Réponse

Comme on l'a souligné dans la réponse à la question 218 (WT/ACC/LTU/7), la Lituanie n'impose pas de licences d'importation pour le sucre. Tous les produits qui sont visés par le régime de licences d'importation sont mentionnés dans le document WT/ACC/LTU/7/Add.1 "Renseignements relatifs aux procédures en matière de licences d'importation".

Alcool

**Question 351**

**Dans le document WT/ACC/LTU/7, la Lituanie indique qu'à l'heure actuelle, des milliers de titulaires de licence produisent, négocient et distribuent des boissons alcooliques. Plus loin, dans la réponse à la question 224, il est indiqué que la nouvelle loi sur la réglementation de ce secteur permettrait la délivrance de dix licences par an. Prière d'indiquer le montant annuel et le pourcentage moyen des recettes publiques qui sont attribuables aux frais de licences ou aux importations d'alcool.**

Réponse

La Loi sur la réglementation de l'alcool (modifiée le 21 mai 1996) a limité le nombre d'importateurs autorisés (sauf les importateurs de bière) à dix par an; le nombre d'importateurs autorisés de bière n'est pas limité.

Le gouvernement souligne que cette loi s'applique à l'importation, mais non au commerce. Comme on l'a indiqué, le nombre total de grossistes et de détaillants détenant des licences les autorisant à vendre des boissons alcooliques importées est de 12 000.

En 1995, les licences d'importations d'alcool ont procuré à l'Etat 4,85 millions de litas, soit 0,12 pour cent des recettes publiques.

### **Question 352**

**La Lituanie note que, pour des raisons de santé, des contingents de production et d'importation peuvent être imposés pour certains produits à base d'alcool (question 223). L'octroi des licences d'importation de produits à base d'alcool semble déjà considérablement limité, et les restrictions quantitatives à l'importation sembleraient contrevenir aux règles de l'OMC, par exemple aux articles III et XI du GATT de 1994.**

### **Réponse**

En vertu de la Loi sur la réglementation de l'alcool, des contingents de production et d'importation pour certains produits à base d'alcool ne peuvent être imposés que dans des circonstances exceptionnelles, par exemple lorsque le taux de morbidité au titre de la psychose alcoolique dépasse l'indice établi. Comme on l'a souligné dans la réponse à la question 223 (WT/ACC/LTU/7), la Lituanie n'applique pas aujourd'hui de tels contingents, et elle ne prévoit pas d'en adopter dans un avenir prochain. Il n'y a sur ce point aucune contravention aux règles de l'OMC.

### **Question 353**

**Prière de donner une description détaillée des lois et réglementations s'appliquant à la fabrication et à la vente des produits à base d'alcool par les producteurs nationaux, ainsi qu'à l'importation des produits à base d'alcool. Quelle utilisation est faite de la liste des cent meilleurs fabricants? Les produits importés bénéficient-ils d'un traitement non moins favorable que le traitement accordé aux produits similaires d'origine nationale, comme l'exige l'article III du GATT?**

### **Réponse**

La fabrication, la vente et l'importation de produits à base d'alcool (boissons alcooliques, alcool éthylique, produits alimentaires contenant des additifs alcooliques et autres produits contenant de l'alcool éthylique) en Lituanie sont régies par la Loi sur la réglementation de l'alcool (18 avril 1995, modifiée le 3 juillet 1995 et le 21 mai 1996), la Loi sur les entreprises (8 mai 1990, modifiée le 5 juillet 1995), la Résolution gouvernementale n° 1459 sur l'octroi de licences pour l'importation, le commerce de gros et le commerce de détail des produits à base d'alcool (17 novembre 1995) et la Résolution gouvernementale n° 285 sur l'obtention, par adjudication publique, du droit d'importer des boissons alcooliques en Lituanie et du droit de faire le commerce de gros des produits à base d'alcool nationaux (27 février 1996, modifiée par la Résolution n° 662 du 6 juin 1996).

La Loi sur les entreprises (qui a été déposée auprès du Secrétariat de l'OMC) énonce simplement les procédures d'enregistrement que doit suivre toute société qui souhaite exercer une activité commerciale en Lituanie. Egalement en vertu de cette Loi et en liaison avec la Loi sur la réglementation de l'alcool, une licence est requise pour la fabrication, l'importation, le commerce de gros et le commerce de détail des produits à base d'alcool.

La Loi sur la réglementation de l'alcool (qui a été déposée auprès du Secrétariat de l'OMC) établit le cadre de la réglementation applicable à la fabrication, à l'utilisation, à la distribution, à l'entreposage, à l'importation et à l'exportation des produits à base d'alcool.

La Résolution gouvernementale n° 1459 (qui a été déposée auprès du Secrétariat de l'OMC) établit les procédures en matière de licences pour l'importation, le commerce de gros et le commerce de détail des produits à base d'alcool, ainsi que les règles du commerce de détail des produits à base d'alcool dans les entreprises de restauration commerciale et publique. Une licence peut être octroyée à toute société exerçant des activités de production, de vente en gros ou d'importation/exportation indiquées dans ses statuts. Les licences sont accordées par adjudication publique.

La Résolution gouvernementale n° 285 (27 février 1996) prévoit que l'Organisme d'Etat de contrôle du tabac et de l'alcool (une fois qu'il sera constitué) administrera les procédures d'adjudication publique pour l'octroi des licences. Dans l'intervalle, le Ministère de l'industrie et du commerce se charge des adjudications publiques. Cette résolution prévoit aussi les règles d'adjudication publique, ainsi que l'organe responsable de leur administration, les documents que doivent présenter les soumissionnaires et les critères d'évaluation (les détails figurent dans le document WT/ACC/LTU/7/Add.1 "Renseignements relatifs aux procédures en matière de licences d'importation").

Pour résumer les dispositions pertinentes, en ce qui concerne la fabrication, les entreprises qui sont enregistrées et qui obtiennent la licence prévue par la Loi sur les entreprises ne sont soumises à aucune limitation quant aux produits à base d'alcool qu'elles peuvent fabriquer, à l'exception de l'alcool éthylique non dénaturé et des boissons alcooliques dont la teneur en alcool est supérieure à 22 pour cent. En raison de la consommation excessive de ces produits et de ses conséquences négatives pour la santé des consommateurs, la Loi sur la réglementation de l'alcool établit un monopole d'Etat pour la production des boissons alcooliques dont la teneur en alcool est supérieure à 22 pour cent. La production d'alcool éthylique non dénaturé est réservée à des entreprises spéciales ou à vocation spéciale. (Des détails sont fournis dans les réponses aux questions 58 (WT/ACC/LTU/2) et 223 et 226 (WT/ACC/LTU/7) et dans le questionnaire "Renseignements relatifs au commerce d'Etat" (WT/ACC/LTU/7/Add.1).)

En ce qui concerne la vente des produits à base d'alcool, la Résolution gouvernementale n° 1459 garantit que toute société qui se consacre à la production, la vente en gros ou l'importation/exportation de produits à base d'alcool a le droit de demander une licence l'autorisant à faire le commerce de gros ou de détail des produits à base d'alcool. Des licences de commerce de gros sont actuellement accordées par le Ministère de l'industrie et du commerce et seront administrées par l'Organisme d'Etat de contrôle du tabac et de l'alcool, lorsqu'il aura été créé. Les licences de commerce de détail sont octroyées par les autorités municipales (le nombre de licences qui peuvent être accordées n'est pas limité).

La Loi sur la réglementation de l'alcool prévoit quant à elle pour la vente des produits à base d'alcool certaines restrictions qui s'appliquent indifféremment aux produits importés et aux produits nationaux. Il est interdit de vendre:

- des produits à base d'alcool sans les certificats de qualité nécessaires pour une expédition;
- des produits à base d'alcool frelatés;

- des produits dont les conditions de qualité et d'hygiène ne sont pas conformes aux règles lituaniennes;
- des produits à base d'alcool ne figurant pas dans les clauses de la licence;
- des boissons alcooliques contenant de l'alcool éthylique fait à partir de matières premières non nutritives;
- des produits à base d'alcool dont le marquage n'est pas conforme aux prescriptions du Codex Alimentarius ni aux règles en vigueur en Lituanie;
- de la bière contenant plus de 9,5 pour cent d'alcool éthylique par volume;
- du vin contenant plus de 22 pour cent d'alcool éthylique par volume;
- des produits à base d'alcool éthylique distillé contenant plus de 50 pour cent d'alcool éthylique par volume;
- de la bière ou du vin de fabrication artisanale;
- de l'alcool éthylique, dénaturé ou non, et de l'alcool éthylique de qualité technique, sauf s'il s'agit de ventes à des chimistes; et
- des boissons alcooliques non embouteillées.

En ce qui concerne l'importation de produits à base d'alcool, la même législation mentionnée ci-dessus s'applique. Voir la réponse au questionnaire sur les "Renseignements relatifs aux procédures en matière de licences d'importation" (WT/ACC/LTU/7/Add.1), pour une information détaillée.

En résumé: l'entreprise qui veut faire une offre pour obtenir une licence l'autorisant à importer doit d'abord être inscrite au Registre des entreprises. Elle a alors le droit de faire une offre en vue d'obtenir une licence d'importation, conformément aux dispositions de la Résolution gouvernementale n° 1459 et aux procédures prévues à cet effet dans la Résolution gouvernementale n° 285.

Certaines limites s'appliquent: suite à une modification de la Résolution gouvernementale n° 285, la Lituanie n'accordera une licence qu'à dix importateurs par année (un total de dix licences; les anciens titulaires de licence doivent présenter une nouvelle demande) pour l'importation des boissons alcooliques. Les licences sont accordées par adjudication publique. L'importation de bière n'est pas soumise au régime de licences; ni le nombre d'importateurs de bière ni la quantité de bière importée ne sont limités (modification du 21 mai 1996 de la Loi sur la réglementation de l'alcool).

Les licences de ces dix entreprises qui ont le droit d'importer des boissons alcooliques doivent indiquer le type de boissons alcooliques qui sera importé (par exemple vodka, vin, vodka et vin), la marque et le nom du producteur (compte tenu de la liste des cent meilleurs fabricants). Ces entreprises sont alors libres d'importer les quantités qu'elles veulent. De plus, seules les entreprises qui ont le droit de produire des boissons alcooliques peuvent demander une licence pour faire l'importation d'alcool éthylique (selon les quantités que l'entreprise juge adéquates).

En ce qui concerne la liste des meilleurs fabricants, voir la réponse à la question 225 (WT/ACC/LTU/7). La liste des cent meilleurs fabricants est utilisée pour les boissons alcooliques fortes. L'exigence ne s'applique pas au vin et à la bière.

En ce qui concerne le traitement national, voir les réponses aux questions 225 et 227 (WT/ACC/LTU/7) - le même traitement est accordé aux produits importés et aux produits nationaux.

**Question 354**

**Les mesures visant à limiter la vente des boissons alcooliques doivent être appliquées de la même façon aux produits nationaux et aux produits importés. La Lituanie a-t-elle l'intention, pour réglementer ce commerce, d'adopter des mesures conformes aux règles de l'OMC?**

**Réponse**

Complément de réponse à la question 353.

Comme on l'a souligné dans la réponse à la question 227 (WT/ACC/LTU/7), l'alcool d'origine nationale est soumis à la même réglementation que les produits importés. Il en va ainsi pour les conditions d'obtention des licences, les procédures d'adjudication (appels d'offres), les droits d'accise et la TVA, la qualité, les prescriptions relatives à la santé et à la sécurité, la vente, etc. Des règles d'étiquetage sont en vigueur depuis le 10 mai 1996 (auparavant, elles s'appliquaient seulement aux boissons importées), ce qui montre là encore que des efforts sont faits pour uniformiser les conditions du commerce.

e) Evaluation en douane

**Question 355**

**La réponse à la question 230 indique qu'un projet de Code des douanes est actuellement examiné par le Parlement. Quel est le statut du projet de Code des douanes actuellement devant le Parlement?**

**Réponse**

Le Code des douanes a été approuvé par le Parlement le 18 avril 1996. Il est fondé sur les dispositions du Code douanier communautaire et reprend mot pour mot les dispositions de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane. Le Code des douanes entrera en vigueur le 1er janvier 1998.

Avant que le nouveau Code des douanes de la Lituanie n'entre en vigueur, des dispositions de mise en oeuvre doivent être rédigées et adoptées par le gouvernement. La rédaction de ces dispositions devrait débiter prochainement et s'inspirer des dispositions de mise en oeuvre du Code douanier communautaire.

**Question 356**

**Prière de décrire les mesures éventuellement prévues pour accélérer le dédouanement des marchandises et simplifier et améliorer les procédures pertinentes.**

**Réponse**

Les dispositions régissant l'application de procédures simplifiées, en particulier lorsqu'il s'agit de petits colis ou lorsque des produits sont importés ou exportés fréquemment par la même personne, figurent dans les instruments juridiques relatifs aux procédures d'importation, d'exportation et de transit

(par exemple, Règlement sur la procédure douanière d'importation pour mise à la consommation, Règlement sur la procédure douanière d'exportation à titre définitif, tous deux adoptés par la Résolution gouvernementale n° 1090 du 8 novembre 1994, Règlement sur les procédures de transit douanier, adopté par la Résolution gouvernementale n° 1610 du 22 décembre 1995).

Les procédures simplifiées établies dans les protocoles pertinents sur les règles d'origine des accords de libre-échange conclus par la Lituanie sont appliquées lorsque les exportateurs agréés délivrent les certificats EUR.1.

Des dispositions portant application des procédures simplifiées figurent également dans le Code des douanes qui a été approuvé par le Parlement le 18 avril 1996.

Dans la Résolution sur la "Via Baltica" signée par les Premiers ministres des Etats baltes le 13 février 1995, et dans la Résolution gouvernementale n° 722 du 19 mai 1995, il est indiqué que le Système de transit des Etats baltes devrait être établi pour faciliter et simplifier les formalités de transit dans le transport de marchandises entre les Etats baltes. Le Système de transit des Etats baltes devrait être fondé sur les dispositions de la Convention de transit commun CE-AELE (1987), et l'accord trilatéral correspondant entre les gouvernements de la Lituanie, de la Lettonie et de l'Estonie devrait être conclu. Des groupes d'experts ont été établis à cette fin dans les trois administrations douanières, et le Programme pour la création du Système de transit des Etats baltes a été adopté par le Comité des hauts fonctionnaires des douanes du Conseil des ministres des Etats baltes le 26 janvier 1996. Cet accord trilatéral est considéré comme une mesure temporaire applicable en attendant l'accession aux conventions DAS et de transit commun (1987) conclues entre la CE et l'AELE.

La Lituanie songe également à poursuivre la simplification des procédures existantes lorsque sera constitué le Système d'information douanière (la Lituanie a choisi comme base le régime ASYCUDA produit par la CNUCED) et lorsque seront établies des unités de vérification aux postes de douane régionaux.

#### **Question 357**

**Nous attendons avec intérêt la réponse de la Lituanie au questionnaire sur l'évaluation en douane. Si cela est possible, il serait souhaitable également d'obtenir un exemplaire du nouveau projet. Cette information faciliterait grandement notre analyse du régime lituanien d'évaluation en douane.**

#### **Réponse**

La réponse au questionnaire sur l'évaluation en douane a déjà été présentée - voir le document WT/ACC/LTU/7/Add.1 "Renseignements relatifs à la mise en oeuvre et à l'administration de l'Accord sur l'évaluation en douane".

#### **Question 358**

**La réponse à la question 231 semble laisser entendre que, dans les ventes entre personnes liées, la valeur transactionnelle ne peut être acceptée et les marchandises doivent être évaluées à l'aide de l'une des autres méthodes suivant l'ordre prévu.**

Réponse

Les ventes entre personnes liées ont été mentionnées dans la réponse à la question 231 (WT/ACC/LTU/7) uniquement comme exemple de cas où la valeur transactionnelle pourrait être considérée comme inacceptable. Lorsqu'il y a vente entre personnes liées, cela devrait être mentionné dans la déclaration de valeur présentée aux douanes par l'importateur des marchandises qui sont évaluées. La méthode de la valeur transactionnelle ne s'applique pas aux ventes entre personnes liées à moins qu'il ne soit établi, après examen des circonstances de telles ventes, que la relation n'a pas eu pour effet de modifier le prix. La valeur transactionnelle est également acceptée si elle se rapproche étroitement de la valeur transactionnelle de marchandises identiques ou similaires vendues à des fins d'exportation vers la Lituanie lorsque les acheteurs et les vendeurs ne sont pas liés, ou si elle se rapproche de la valeur de marchandises importées identiques ou similaires vendues à l'intérieur du territoire douanier de la Lituanie à des personnes non liées aux vendeurs ou si elle se rapproche de la valeur calculée. Aux termes de la Résolution gouvernementale n° 449 (16 juin 1993) qui régit l'évaluation en douane des marchandises, des personnes sont réputées être liées dans les cas que prévoit le paragraphe 4 de l'article 15 de l'Accord de l'OMC sur la mise en oeuvre de l'article VII.

Le gouvernement lituanien prévoit d'adopter une mesure spéciale de vérification des prix pour assurer une évaluation en douane plus exacte (et ainsi faire obstacle aux prix déclarés frauduleux de marchandises importées). Un projet de résolution gouvernementale concernant la liste générale des prix des principales marchandises importées appliqués aux fins de l'évaluation en douane et la procédure d'établissement de ces prix est en préparation. Aux termes de ces procédures, le Ministère de l'économie et les autres institutions gouvernementales dresseront une liste spéciale des prix des marchandises importées. Ces prix spéciaux, déterminés conformément à la procédure d'évaluation en douane approuvée par le gouvernement, serviront à contrôler la valeur en douane de tel ou tel produit déclaré par les personnes morales ou physiques et à calculer les droits et taxes d'importation. Si la valeur en douane déclarée d'un produit est inférieure au prix mentionné dans la liste spéciale et si l'importateur n'est pas en mesure de présenter une information attestant la valeur déclarée, alors le prix indiqué dans la liste spéciale servira à établir les droits et taxes d'importation.

Pour les produits ne figurant pas dans cette liste, la valeur en douane sera déterminée selon les règles de l'évaluation en douane en vigueur en Lituanie. La liste spéciale sera revue tous les trois mois.

Question 359

**Nous observons que la réponse de la Lituanie à la question 231, qui porte sur les ventes entre personnes liées, est contraire à l'esprit de l'article 1 b) du Code de l'évaluation en douane de l'OMC. Plus précisément, le Code prévoit que la valeur transactionnelle sera acceptée à condition que l'importateur puisse démontrer que certains critères ont été remplis.**

Réponse

Voir la réponse à la question 358.

h) Normes et certification

**Question 360**

**Nous attendons avec intérêt la réponse de la Lituanie au questionnaire de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce, laquelle permettra de mieux connaître son système de normes. La Lituanie a déclaré qu'elle intégrera les dispositions de l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce (OTC) dans son nouveau système de normes. Prière de confirmer que les dispositions de l'Accord OTC seront intégralement appliquées avant l'accession de la Lituanie à l'OMC.**

Réponse

La réponse au questionnaire sur les obstacles techniques au commerce a déjà été présentée au Secrétariat de l'OMC - voir le document WT/ACC/LTU/7/Add.1 "Renseignements relatifs aux obstacles techniques au commerce".

La seule mise à jour à apporter à ces renseignements est la suivante: la Lituanie travaille encore sur une proposition visant à établir un centre d'information qui pourrait remplir les fonctions du point d'information de l'OMC. Jusqu'à la création du centre d'information, l'information mentionnée aux chapitres 10.1.2, 10.1.3., 10.3.1, 10.3.2 et en partie aux chapitres 10.1.4 et 10.3.3 peut être obtenue auprès du Bureau lituanien de normalisation.

Le Bureau lituanien de normalisation commence également à examiner ses obligations en ce qui concerne la publication des projets de règlements techniques et des procédures d'évaluation de la conformité, et la notification à l'OMC des mesures non fondées sur des normes internationales.

En ce qui concerne les normes internationales servant de base aux normes lituaniennes, le Guide 3 ISO/CEI et le Guide 21 ISO/CEI sont déjà appliqués. L'additif 1:1983 sera appliqué durant l'année 1996.

**Question 361**

**L'Accord OTC de l'OMC prévoit l'application du traitement national aux marchandises importées. Les prescriptions suivantes en matière de certification sont-elles appliquées également aux produits nationaux?**

- **Arrêté n° 23/107 du Ministère de la sécurité sociale et du travail prévoyant la certification obligatoire pour les équipements dangereux tels que les chaudières à vapeur, les chauffe-eau, les grues et élévateurs, etc.;**
- **Règlement n° 1 du Ministère de l'énergie concernant les appareils ménagers importés qui fonctionnent au gaz;**
- **Arrêté n° 160/144 du Ministère de l'industrie et du commerce concernant la certification du matériel électronique importé à usage domestique ou général;**

- **Autorisation de l'Organisme des fréquences radioélectriques pour les appareils électroniques d'acoustique et de signalisation;**
- **Arrêté n° 13/80 du Ministère de la construction et du développement urbain concernant la certification des matériaux de construction et du bâtiment;**
- **Arrêté n° 93 du Ministère de l'informatique des communications concernant les règles de certification du matériel de radiocommunication importé et du matériel pour réseau téléphonique et télégraphique importé.**

#### Réponse

Les prescriptions de certification prévues dans les documents mentionnés s'appliquent de la même façon aux produits importés et aux produits nationaux.

Cependant, le Règlement n° 1 du Ministère de l'énergie concernant les appareils ménagers importés qui fonctionnent au gaz ne prévoit pas de certification, mais seulement des prescriptions de légalisation pour les appareils ménagers importés qui fonctionnent au gaz. La certification n'est pas requise pour les appareils, qu'ils soient importés ou nationaux. Un produit importé reçoit un "Certificat de conformité de type" et son modèle est inclus dans la liste des appareils ménagers fonctionnant au gaz. Les fonctions de l'organisme de notification sont exercées par l'organisme "Lietuvos Dujos" (Gaz lituanien) agréé par l'Etat.

#### Question 362

**Ces procédures de certification sont-elles fondées sur le Guide 28 ISO/CASCO et renferment-elles des dispositions relatives à l'essai et à la certification de type des produits en question? Ou bien la certification est-elle conférée seulement en fonction de chaque envoi? (supplément à la question 361).**

#### Réponse

Les procédures de certification reposent essentiellement sur le Guide 28 ISO/CASCO et elles englobent des dispositions en matière d'essai et de certification de type. Les certificats sont accordés pour une période définie et ne sont pas requis pour chaque envoi.

En ce qui concerne l'Arrêté n° 23/107 du Ministère de la sécurité sociale et du travail qui prévoit la certification obligatoire pour les équipements dangereux tels que les chaudières à vapeur, les chauffe-eau, les grues et les élévateurs, il y a à l'heure actuelle en Lituanie très peu de laboratoires et d'établissements accrédités pour la certification. En conséquence, la Lituanie reconnaît les certificats étrangers pour les équipements dangereux importés. Dans ce contexte, la Lituanie travaille étroitement avec des entreprises étrangères telles que TUV (Allemagne), SA (Suède), etc. Pour cette raison, le gouvernement lituanien ne peut dire que toutes les procédures de certification applicables aux équipements dangereux sont conduites selon les exigences du Guide 28 ISO/CASCO, étant donné que la Lituanie n'a pas encore un système complet permettant une certification poussée des équipements dangereux.

Par ailleurs, la procédure de légalisation définie dans le Règlement n° 1 du Ministère de l'énergie pour les appareils ménagers importés qui fonctionnent au gaz n'est pas fondée sur le Guide 28 ISO/CEI pour la certification, mais elle lui correspond jusqu'à un certain point. La différence est qu'il n'existe pas pour ces modèles de produits d'organisme de notification. Les fonctions de l'organisme de notification sont exercées par l'organisme "Lietuvos Dujos" (Gaz lituanien) agréé par l'Etat.

### **Question 363**

**Existe-t-il des normes écrites sur lesquelles est fondée l'évaluation de conformité des produits débouchant sur une certification? Est-il possible pour un exportateur étranger d'obtenir un exemplaire de ces normes de telle sorte qu'il puisse concevoir ses produits en conséquence?**

#### **Réponse**

Oui, il existe des normes écrites sur lesquelles sont fondées les évaluations de conformité débouchant sur les certifications. On peut obtenir un exemplaire de ces normes auprès du Bureau lituanien de normalisation.

Au surplus, un exportateur étranger peut obtenir des informations (numéros de référence) sur ces normes auprès des organismes de certification suivants:

- pour les appareils électriques domestiques, auprès du Centre de certification de la production électrotechnique (à Vilnius);
- pour les équipements électroniques à usage domestique et général, auprès du Centre d'Etat pour la certification des équipements médicaux et électroniques "SERTIKA" (à Kaunas).

#### **i) Mesures sanitaires et phytosanitaires**

### **Question 364**

**L'information fournie par la Lituanie jusqu'à maintenant ne semble pas contenir les détails demandés dans la question 208 en ce qui concerne les prescriptions sanitaires et phytosanitaires (SPS). Nous voudrions obtenir des précisions à ce sujet. Plus précisément, quelle est la nature des prescriptions SPS se rapportant à la viande, aux produits laitiers et aux produits horticoles?**

#### **Réponse**

Voir l'annexe I du présent document intitulée "Information concernant les progrès accomplis par la Lituanie dans la mise en oeuvre des dispositions de l'Accord de l'OMC sur les mesures sanitaires et phytosanitaires".

### **Question 365**

**Quelles démarches précises la Lituanie a-t-elle entreprises pour mettre en oeuvre les dispositions de l'Accord de l'OMC sur les mesures sanitaires et phytosanitaires? Ces dispositions seront-elles pleinement mises en oeuvre avant l'accession de la Lituanie à l'OMC?**

Réponse

Voir l'annexe I du présent document intitulée "Information concernant les progrès accomplis par la Lituanie dans la mise en oeuvre des dispositions de l'Accord de l'OMC sur les mesures sanitaires et phytosanitaires".

**Question 366**

**La Lituanie accepte-t-elle les certificats d'exportateurs attestant que leurs produits (par exemple, produits alimentaires transformés et produits à base d'alcool) sont conformes aux réglementations lituaniennes?**

Réponse

La Lituanie accepte les certificats d'exportateurs attestant que leurs produits (y compris les produits alimentaires transformés et les produits à base d'alcool) sont conformes aux prescriptions lituaniennes si leur production a été certifiée par un organisme d'accréditation de leur pays d'origine. Une information complémentaire figure dans les "Renseignements relatifs aux obstacles techniques au commerce" (WT/ACC/LTU/7/Add.1) et dans les "Renseignements sur les mesures sanitaires et phytosanitaires" (annexe I du présent document).

Au surplus, les aliments pour régime (aliments fonctionnels) et les additifs alimentaires doivent être enregistrés auprès du Centre public de nutrition du Ministère de la santé.

j) Autres mesures

**Question 367**

**Prière d'indiquer où en est la Lituanie en ce qui concerne son intention de rédiger des lois en matière de droits antidumping et compensateurs d'une manière conforme aux règles de l'OMC, comme il est indiqué dans la réponse à la question 249.**

Réponse

Complément de réponse à la question 249 (WT/ACC/LTU/7).

Voir la réponse à la question 370.

**Question 368**

**La Lituanie indique que des dispositions en matière de droits antidumping et compensateurs seront incluses dans la nouvelle Loi sur le tarif douanier, en cours d'élaboration. La Lituanie pourrait-elle indiquer où en est la nouvelle législation?**

Réponse

Voir la réponse à la question 370.

**Question 369**

**La Lituanie a-t-elle élaboré une législation régissant le recours aux mesures de sauvegarde? Dans l'affirmative, prière d'indiquer en quoi cette législation est conforme aux règles de l'OMC.**

**Réponse**

Voir la réponse à la question 370.

**Question 370**

**En ce qui concerne la mise en oeuvre des dispositions des accords de l'OMC concernant les mesures non tarifaires, les contingents, les systèmes de licences, l'évaluation en douane, les obstacles techniques au commerce, les mesures sanitaires et phytosanitaires, les droits antidumping compensateurs et les sauvegardes:**

**Nous pensons que la Lituanie a adopté une législation et des procédures administratives en vue de mettre en oeuvre toutes les dispositions des accords de l'OMC au moment de son accession. Si ce n'est pas le cas, la Lituanie voudrait-elle recenser et examiner les éventuelles exceptions avec le Groupe de travail avant que les négociations ne prennent fin? Quelles pourraient être ces exceptions?**

**Réponse**

La Résolution gouvernementale n° 449 (16 juin 1993) (qui a été déposée auprès du Secrétariat de l'OMC) régissant le régime d'évaluation en douane en vigueur en Lituanie, et le Règlement sur l'évaluation en douane adopté par le Service des douanes sont dans l'ensemble conformes à l'Accord de l'OMC sur la mise en oeuvre de l'article VII du GATT de 1994, mais certaines dispositions dudit accord en sont absentes. Les dispositions du chapitre "Evaluation en douane" du Code des douanes récemment approuvé sont pleinement conformes aux dispositions de l'Accord de l'OMC sur la mise en oeuvre de l'article VII du GATT de 1994, mais le nouveau Code des douane n'entrera en vigueur que le 1er janvier 1998. En 1996, en attendant l'entrée en vigueur de ce document, et pour que soient mises en oeuvre toutes les dispositions de l'Accord de l'OMC au moment de l'accession de la Lituanie à l'OMC, on prévoit de modifier la résolution gouvernementale mentionnée.

La Lituanie examine en ce moment la possibilité d'appliquer des régimes en matière de droits antidumping/compensateurs et de sauvegardes. Si elle décide d'appliquer de tels régimes, ils seront conformes aux exigences de l'OMC; cependant, il se pourrait que de tels régimes soient encore inexistantes au moment de l'accession de la Lituanie à l'OMC.

Il est possible aussi que le point d'information et les fonctions de notification prévus par l'Accord OTC et l'Accord SPS ne soient pas pleinement opérationnels au moment de l'accession.

2. Réglementation des exportations
- b) Restrictions et prohibitions à l'exportation

**Question 371**

**Il est noté que la Lituanie a interdit l'exportation de certains produits (par exemple céréales, farine, aliments pour animaux) en raison de mauvaises récoltes (question 253) ou pour d'autres motifs (par exemple, bois de sciage).**

- a) **Y avait-il ou y a-t-il des restrictions qui empêchent l'importation de ces mêmes produits?**
- b) **Prière d'indiquer le moment auquel pourraient être supprimées les interdictions ou autres restrictions quantitatives à l'exportation.**
- c) **Prière d'indiquer avec précision en quoi les restrictions à l'exportation de cuirs et peaux et de bois de sciage peuvent se justifier dans l'ordre des dispositions des accords de l'OMC.**

Réponse

- a) Il n'existe aucune restriction empêchant l'importation de ces mêmes produits.
- b) En ce qui concerne les céréales, etc., comme on l'a indiqué dans la réponse à la question 253 (WT/ACC/LTU/7):

"C'est en raison de mauvaises récoltes et d'une pénurie de céréales qu'à partir du 5 juillet 1995, le gouvernement a limité les exportations de céréales, de farine et d'aliments composés pour les animaux. Cette mesure temporaire est destinée à protéger les intérêts des consommateurs lituaniens. L'exportation est possible seulement dans la limite des contingents délivrés par le Ministère de l'agriculture."

Ces limites (et non prohibitions) à l'exportation ne sont appliquées que lorsqu'il y a une grave pénurie sur le marché intérieur, comme ce fut le cas en 1995 et comme c'est encore le cas en 1996.

En ce qui concerne le bois de sciage, les cuirs et peaux, etc., la mise à jour des réponses à la question 34 (WT/ACC/LTU/2) et à la question 251 (WT/ACC/LTU/7) est la suivante:

Selon la Résolution gouvernementale n° 716 (18 juin 1996), les prohibitions à l'exportation applicables aux produits suivants ont été remplacées par des droits d'exportation:

Taux des droits d'exportation

Position du SH	Désignation du produit	Taux de droit (%)
0206.29.10.1, 0206.29.99.1	Mou utilisé dans la fabrication de produits pharmaceutiques*	60
0505.10	Plumes utilisées pour le rembourrage; duvet	60
0510.00.10.1, 0510.00.10.3	Glandes et autres organes utilisés dans les produits pharmaceutiques*	60
3001.10.90-3001.90.91	Glandes et organes utilisés à des fins organothérapeutiques*	60
4101, 4103	Cuirs et peaux bruts	60
4403.20.00.1	Bois de pin non traité d'un diamètre non inférieur à 20 cm	60
4403.91	Bois de chêne non traité	60
4403.99.80.1	Bois de frêne non traité	60
4403.99.80.2	Bois de bouleau non traité d'un diamètre non inférieur à 20 cm	60

\* Dans le cadre des contingents accordés par le Ministère de la santé, l'exportation de ces produits se fait en franchise de droits.

- c) Comme il est expliqué ci-dessus, la Lituanie n'applique plus d'interdictions ni de restrictions quantitatives à l'exportation des cuirs et peaux ou du bois de sciage.

**Question 372**

**En ce qui concerne le texte juridique (actuellement non utilisé) sur lequel la Lituanie peut se fonder pour établir des droits d'exportation, la Lituanie serait-elle disposée à dire qu'elle publiera toute mesure ultérieure de cette nature dans son "journal officiel"?**

**Réponse**

Oui. En réalité, selon les procédures lituaniennes, les instruments juridiques ne peuvent pas être appliqués tant qu'ils n'ont pas été publiés au Journal officiel.

#### IV. AUTRES POLITIQUES TOUCHANT LE COMMERCE EXTERIEUR

##### 1. Politique industrielle

##### **Question 373**

**La Lituanie entend-elle notifier à l'OMC des programmes de soutien ou de subventionnement à l'industrie et, dans l'affirmative, lesquels? (Note: avant que les négociations ne prennent fin, nous voudrions que la Lituanie soumette sa notification au Groupe de travail pour examen.)**

##### Réponse

Sur la base du Programme national de mise en oeuvre des directives générales lituaniennes sur le commerce extérieur pour 1996-1998, et en conformité avec les dispositions de l'article 29 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, la Lituanie maintiendra et notifiera des subventions liées aux exportations de produits industriels.

Le programme englobe la mise en oeuvre du programme d'exportation élaboré par l'Agence lituanienne de promotion des exportations, l'établissement d'un Fonds de garantie et de soutien des exportations et le développement d'un système d'assurance-crédit basé sur la Loi sur l'assurance-crédit (qui n'est pas encore élaborée).

##### 2. Politique agricole

##### **Question 374**

**La Lituanie énumère dans la réponse à la question 256 plusieurs programmes qui semblent être des mesures de soutien interne. Quand ces programmes ont-ils été établis? Il faudrait que ces programmes soient énumérés dans la liste de la Lituanie concernant l'agriculture et réduits des montants requis.**

##### Réponse

En 1993, le gouvernement a approuvé, et a commencé à appliquer le Programme national de développement de l'agriculture. Des mesures de soutien interne ont été appliquées à compter de 1995, après l'approbation de la Loi sur la réglementation par l'Etat des relations économiques dans le secteur agricole (22 décembre 1994).

##### **Question 375**

**Lorsqu'elle a déposé sa demande d'accession, la Lituanie a signalé son intention de mettre son régime commercial en conformité avec les règles du GATT et de l'OMC. Cela comportait un engagement de statu quo concernant l'imposition, durant les négociations, de nouvelles mesures incompatibles avec les règles de l'OMC. La Lituanie n'est pas libre d'établir, après sa demande, des subventions incompatibles avec les règles de l'OMC, puis d'offrir de négocier leur réduction.**

##### Réponse

Les subventions étaient prévues en 1993 dans le Programme national de développement de l'agriculture, mais en raison de la situation économique difficile, elles n'ont été appliquées qu'en 1995.

**Question 376**

**En ce qui concerne les subventions accordées aux transformateurs dans le cadre du programme destiné au secteur laitier (question 265), prière d'expliquer la manière dont les transformateurs sont subventionnés (s'agit-il de paiements directs?). Quels sont les critères à remplir pour bénéficier d'une subvention et combien de transformateurs ont reçu une subvention?**

**Réponse**

Complément de réponse à la question 257 (WT/ACC/LTU/7).

Des paiements directs ont été versés à 34 transformateurs de produits laitiers. Les subventions à l'exportation ont été accordées aux transformateurs de produits laitiers (beurre, fromage et lait concentré) à partir de l'été et ont été utilisées pour le stockage de ces produits jusqu'à ce que la situation du marché devienne plus favorable (jusqu'à ce que les prix montent). Les entreprises qui ont stocké la production excédentaire durant l'été ont dû demander la subvention, après avoir indiqué le temps de stockage, le type de production et d'autres conditions.

**Question 377**

**La Lituanie doit établir dès que possible la base de données nécessaire pour constituer une liste d'engagements concernant l'agriculture. Tout retard dans la présentation de cette information ralentira la procédure d'accession de la Lituanie. La Lituanie peut-elle confirmer que les produits financés par le Fonds de soutien aux agriculteurs peuvent être soit nationaux soit importés?**

**Réponse**

La Lituanie établit actuellement un document intitulé "Information à fournir sur le soutien interne et les subventions à l'exportation dans le secteur agricole"; ce document servira de base pour son projet de liste concernant l'agriculture. Le Fonds de soutien aux agriculteurs ne vise que la production nationale.

**Question 378**

**A la fin de la réponse à la question 256, la mention de mesures à la frontière destinées aux produits faisant l'objet d'un dumping vise-t-elle des mesures antidumping conformes aux règles de l'OMC? D'autres mesures sont-elles envisagées?**

**Réponse**

La Lituanie n'applique pas à l'heure actuelle de régime antidumping, mais elle travaille sur un projet de législation visant à mettre en oeuvre un ensemble de mesures antidumping conforme aux règles de l'OMC.

**Question 379**

**La réponse à la question 262 indique que la production agricole sera subventionnée "jusqu'à ce que celle-ci dépasse le niveau potentiel de la consommation intérieure". Une politique de subventionnement destinée à exclure les importations du marché est-elle conforme aux règles de l'OMC:**

- a) **La Lituanie peut-elle préciser quel est, selon elle, le rôle des importations?**
- b) **Comment la Lituanie peut-elle concilier les objectifs de l'Accord sur l'agriculture consistant à réduire les niveaux de soutien interne avec une politique de subventionnement visant apparemment à l'autosuffisance?**

Réponse

- a) La réforme économique a entraîné une baisse considérable du niveau de vie de la population. D'une part, les revenus de la population sont trop faibles pour qu'elle puisse payer les prix réels des denrées alimentaires (la demande de denrées alimentaires est trop basse), d'autre part, les coûts de production sont trop élevés, surtout parce que des technologies peu performantes sont utilisées dans la production agricole primaire aussi bien que secondaire. Il faut aussi mentionner la grave pénurie d'investissements pour les nouvelles exploitations agricoles.

L'objet principal des subventions qui sont payées par le biais des prix recommandés était de soutenir les producteurs agricoles ainsi que les consommateurs de denrées alimentaires.

Le gouvernement pense que le rôle des importations est très important dans l'économie de la Lituanie. Par conséquent, les droits d'importation appliqués aux principales denrées alimentaires en Lituanie sont très faibles. Nous estimons aussi que les importations donneront aux fabricants lituaniens de produits alimentaires une bonne possibilité d'améliorer leur productivité, de réduire ainsi leurs coûts de production et de pouvoir soutenir la concurrence des importations meilleur marché.

- b) Pour le moment, le niveau des prix (y compris les subventions) de la plupart des produits agricoles est plus faible que celui des prix mondiaux, et les subventions ne faussent pas le marché, parce que les importations sont vendues à des prix plus élevés (les prix mondiaux). La Lituanie va satisfaire à tous les engagements liés à la réduction des subventions.

**Question 380**

**La Lituanie affirme qu'aucune subvention à l'exportation n'est versée à l'heure actuelle, mais qu'elle pourrait en accorder à l'avenir. Nous observons que des subventions à l'exportation ont été appliquées tout récemment, en 1995. La Lituanie a-t-elle l'intention de recourir aux subventions à l'exportation à l'avenir?**

Réponse

Comme on l'a indiqué dans la réponse à la question 257 (WT/ACC/LTU/7), la Lituanie a appliqué durant l'été de 1995 des subventions à l'exportation pour certains produits agricoles tels que la viande de boeuf, de porc, le beurre, le fromage et le lait concentré. La somme totale allouée aux subventions à l'exportation a été de 27,8 millions de litas. La Lituanie prévoyait que les subventions à l'exportation accordées en 1995 seraient une mesure temporaire, mais, malheureusement, comme le montre la situation actuelle du marché, des subventions à l'exportation seront versées pour les produits laitiers et la viande de porc en 1996. Elle a l'intention de verser des subventions à l'exportation à l'avenir, en particulier en cas de situations extrêmes du marché. Elle sera disposée à discuter cette question dans le contexte de ses négociations bilatérales sur l'accès au marché.

**Question 381**

**Les réponses aux questions 256 et 257 indiquent que la Lituanie n'accorde pas de subventions à l'exportation à l'heure actuelle, or des subventions sont versées pour le stockage et la commercialisation de certains produits exportés. La Lituanie pourrait-elle expliquer pourquoi, selon elle, les subventions au stockage visant expressément des produits exportés ne relèvent pas de l'article 9.1 d) de l'Accord sur l'agriculture?**

**Réponse**

La Lituanie considère bel et bien les subventions mentionnées dans les réponses aux questions 256 et 257 (WT/ACC/LTU/7) comme des subventions à l'exportation au sens de l'article 9.1 d) de l'Accord sur l'agriculture.

**Question 382**

**Dans la réponse à la question 257, la Lituanie a fait valoir que la principale raison des subventions au stockage et à la commercialisation adoptées en 1995 était la situation défavorable qui existait alors sur le marché des produits concernés. Comment ce raisonnement peut-il se justifier pour les produits laitiers alors que les prix mondiaux en 1995 étaient très élevés?**

**Réponse**

Actuellement, 33 pour cent des habitants de la Lituanie vivent en zone rurale et 23 pour cent de la population active occupée travaille dans le secteur des produits agricoles primaires. La production de lait est l'une des plus importantes activités du pays. La majorité de la population rurale se consacre à la production laitière, parce que ce genre d'activité ne requiert pas de gros investissements et qu'elle procède d'une longue tradition en Lituanie. C'est aussi la principale source des revenus agricoles.

Cependant, suite au processus de restitution et aux réformes économiques, les exploitations agricoles en Lituanie sont aujourd'hui de petite taille et peu performantes. C'est ce qui explique en grande partie l'augmentation considérable des coûts de production dans ce secteur, y compris pour le lait et les autres produits laitiers. D'une part, la petite dimension des exploitations, l'inefficacité des méthodes d'élevage et la pénurie d'investissements expliquent le niveau élevé des coûts et la faible qualité de la production, d'autre part les technologies peu performantes et le manque de compétences en matière de gestion ont pour effet d'augmenter les coûts de la production laitière finale. Au surplus, les méthodes de commercialisation sont peu développées, ce qui a pour effet d'augmenter directement les coûts de commercialisation pour toute la gamme des produits laitiers. Pour toutes ces raisons, malgré le prix d'achat plutôt bas des intrants, le coût du produit final est voisin du prix mondial, quand il n'est pas plus élevé.

**Question 383**

**La Lituanie pourrait-elle faire connaître ses engagements concernant les subventions agricoles conformément aux indications données dans le document WT/ACC/4 de l'OMC?**

**Réponse**

Des engagements en matière de subventions agricoles conformes aux indications données dans le document WT/ACC/4 de l'OMC sont en préparation et seront présentés dès que possible.

3. Politique financière, budgétaire et fiscale

**Question 384**

**Dans la réponse à la question 47 (WT/ACC/LTU/2), la Lituanie indique que des taux de TVA plus faibles sont appliqués à certains produits agricoles; s'appliquent-ils aussi aux produits importés?**

Réponse

En réalité, selon l'article 38 de la Loi concernant la taxe sur la valeur ajoutée (22 décembre 1993), la TVA de 9 pour cent s'applique uniquement aux fourrages, au poisson et aux produits agricoles d'origine lituanienne (jusqu'au 1er janvier 1997) et ne s'applique pas aux produits importés.

**Question 385**

**En ce qui concerne la réponse à la question 275, prière d'énoncer les formules utilisées pour l'application de la TVA aux produits nationaux et aux produits importés.**

Réponse

Complément de réponse à la question 275 (WT/ACC/LTU/7).

Taux de base de la TVA pour les produits nationaux = prix de vente des produits, y compris les taxes éventuelles (telles que les droits d'accise), mais à l'exclusion de la TVA.

Taux de base de la TVA pour les produits importés = évaluation des importations aux fins douanières, plus les droits de douane applicables plus les droits d'accise applicables, mais à l'exclusion de la TVA.

5. Politique en matière d'investissement intérieur et étranger

**Question 386**

**La réponse à la question 282 indique que les entreprises doivent obtenir une licence pour importer certains produits, par exemple l'alcool, le tabac et les denrées alimentaires. Les étrangers peuvent-ils demander ces licences?**

Réponse

Si une entreprise étrangère ou une coentreprise figure dans le Registre des entreprises de la Lituanie, elle peut demander ces licences en suivant la procédure normale.

Pour une information plus complète concernant les formalités de licence, voir le document WT/ACC/LTU/7/Add.1 "Renseignements relatifs aux procédures en matière de licences d'importation".

**Question 387**

**La réponse à la question 282 parle aussi de "denrées alimentaires spéciales" considérées comme des "préparations spéciales destinées aux sportifs". Prière d'expliquer exactement ce que sont ces produits.**

Réponse

Il s'agit de denrées alimentaires spéciales et d'additifs alimentaires - des produits destinés à l'alimentation des nourrissons, des enfants, des sportifs, des diabétiques et des personnes suivant un régime alimentaire. Pour une information plus complète, voir le document WT/ACC/LTU/7/Add.1 "Renseignements relatifs aux procédures en matière de licences d'importation" (chapitre A7).

**Question 388**

**La Lituanie est-elle disposée à déclarer directement dans son protocole d'accession qu'elle ne demandera pas de période de transition pour la mise en oeuvre de l'Accord de l'OMC sur les MIC?**

Réponse

Oui, de façon générale, la Lituanie sera disposée à déclarer dans son protocole d'accession qu'elle ne demandera pas de période de transition pour la mise en oeuvre de l'Accord de l'OMC sur les MIC.

6. Marchés publics

**Question 389**

**La Lituanie a déjà indiqué qu'elle élabore en ce moment une nouvelle législation sur les marchés publics, qui sera conforme à l'Accord de l'OMC sur les marchés publics.**

**Nous voudrions que la Lituanie s'engage, dans le cadre de son accession à l'OMC, à demander le statut d'observateur et l'accession à l'Accord sur les marchés publics selon une procédure accélérée, et qu'elle s'engage à déposer une demande et une offre initiale à une certaine date.**

Réponse

En mars 1996, le gouvernement lituanien a présenté au Parlement un projet de loi sur les marchés publics. Il est possible que le Parlement approuve ce projet de loi au cours de l'été.

Des experts internationaux ont été consultés durant la rédaction du projet de loi pour s'assurer qu'il concorde avec les règles de l'OMC.

7. Entreprises commerciales d'Etat

**Question 390**

**Nous attendons avec intérêt la réponse de la Lituanie au questionnaire sur le commerce d'Etat.**

**Nous sommes préoccupés du fait que, par des mécanismes tels que les monopoles d'Etat, les formalités de licence, les dispenses d'application de la Loi sur la concurrence et les dispositions prévoyant des restrictions quantitatives, la Lituanie semble maintenir une production, un commerce et une distribution agréés et protégés par l'Etat pour des produits comme les boissons alcooliques et le sucre.**

**Nous rappelons à la Lituanie que l'article XVII du GATT ne relève pas les Membres de l'OMC de leur obligation d'appliquer les autres dispositions de l'OMC aux activités commerciales exercées par leurs entreprises commerciales d'Etat. Nous encourageons la Lituanie à rendre conformes aux règles de l'OMC les activités de ses entreprises d'Etat.**

Réponse

La Lituanie n'accorde (aux entreprises d'Etat ou aux entreprises privées) aucun privilège spécial ou exclusif concernant le commerce, la production ou la distribution dans le secteur du sucre ou celui des boissons alcooliques à une exception près: la production de boissons alcooliques à forte teneur en alcool est confiée à la société d'Etat "Lietuviskas Midus", afin de protéger les consommateurs (voir le document WT/ACC/LTU/7/Add.1 "Renseignements relatifs au commerce d'Etat", partie II).

**Question 391**

**Nous voudrions que la Lituanie prête une attention particulière à la Loi sur la réglementation de l'alcool et à la mesure dans laquelle les dispositions de cette loi sont conformes aux règles de l'OMC concernant le commerce d'Etat.**

Réponse

Pour une information complète, voir le document WT/ACC/LTU/7/Add.1 "Renseignements relatifs au commerce d'Etat", partie II.

La Loi sur la réglementation de l'alcool prévoit la possibilité d'établir un monopole d'Etat (dont le rôle serait de fabriquer et de vendre des produits contenant de l'alcool) dans les cas de force majeure (guerre, famine, catastrophe naturelle), mais la Lituanie n'a pas mis en oeuvre cette disposition de la Loi. La Lituanie n'a mis en oeuvre que la disposition de la Loi qui confère des droits de monopole pour la production de boissons alcooliques à forte teneur en alcool à une société d'Etat appelée "Lietuviskas Midus", pour des raisons de protection du consommateur. Autrement, aucun commerce d'Etat au sens de l'article XVII n'existe dans le secteur de l'alcool et des boissons alcooliques.

**Question 392**

**Où en est la Loi sur la réglementation du tabac?**

Réponse

La Loi sur la réglementation du tabac a été adoptée en décembre 1995 (voir la réponse à la question 344). Un exemplaire de la loi a été présenté au Secrétariat de l'OMC.

8. Politique en matière de subventions

**Question 393**

**La Lituanie fait état de divers programmes de subventions destinés aux entreprises industrielles, tels que les prêts à taux préférentiels, les avantages fiscaux et l'assistance technique. La Lituanie a-t-elle l'intention de notifier des subventions dans le secteur industriel à l'OMC?**

Réponse

Voir la réponse à la question 373.

**Question 394**

**La Lituanie devrait examiner dès que possible si ses programmes de subventions sont pleinement compatibles avec l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires et signaler au Groupe de travail toute mesure qui devrait être supprimée aux termes des dispositions de cet Accord.**

**Réponse**

Voir la réponse à la question 373.

9. **Zones franches**

**Question 395**

**A quels critères doit satisfaire une entreprise pour s'installer dans une zone franche? L'accès au traitement préférentiel conféré oblige-t-il l'entreprise bénéficiaire à exporter une partie ou la totalité de sa production?**

**Réponse**

Complément de réponse à la question 64 (WT/ACC/LTU/2).

Les entreprises étrangères comme les entreprises nationales peuvent participer à des appels d'offres pour établir des activités dans les zones franches. Tout d'abord, la Lituanie organise un appel d'offres en vue de choisir l'entreprise ou les entreprises qui deviendront les fondateurs de la zone. Le fondateur ou les fondateurs de la zone forment l'organe directeur de la zone. Ensuite, le gouvernement organise un appel d'offres pour les entreprises qui souhaitent exercer des activités dans la zone.

Les critères de participation à un appel d'offres sont les suivants: avoir établi un projet concernant les activités qui seront exercées dans la zone, investir pour la mise en place de l'infrastructure de la zone, etc. Les entreprises qui sont retenues au deuxième appel d'offres doivent, pour s'installer dans une zone franche, être enregistrées conformément à la législation lituanienne, et la décision concernant leur enregistrement est prise par l'organe directeur de la zone.

La Lituanie n'oblige pas les entreprises installées dans une zone franche à exporter une partie ou la totalité de leur production pour avoir accès à la zone.

V. **FONDEMENT INSTITUTIONNEL DES RELATIONS COMMERCIALES ET ECONOMIQUES AVEC LES PAYS TIERS**

**Question 396**

**Nous voudrions obtenir une liste des produits visés par les contingents tarifaires qui font partie des accords commerciaux préférentiels de la Lituanie avec l'Union européenne, avec les quantités négociées et une liste des niveaux des droits hors contingent.**

**Réponse**

Complément de réponse à la question 200 (WT/ACC/LTU/7).

Les contingents tarifaires préférentiels prévus par l'accord de libre-échange entre la Lituanie et l'Union européenne sont indiqués dans les annexes dudit accord: les quantités visées le sont à l'annexe XIII et les taux de droits à l'annexe XII. La Résolution gouvernementale n° 205 (8 février 1995) contient aussi des informations détaillées sur les produits visés par les contingents tarifaires et sur les quantités négociées. Les deux documents ont été présentés au Secrétariat de l'OMC.

Selon l'accord de libre-échange conclu avec l'Union européenne, les importations hors contingent sont assujetties aux taux de droits NPF.

#### **Question 397**

**Prière de faire le point sur les négociations relatives à l'Accord de libre-échange des pays baltes.**

#### **Réponse**

Voir la réponse à la question 334.

#### **Question 398**

**La Lituanie a conclu avec divers partenaires certains accords préférentiels asymétriques de libre-échange. Ces partenaires sont-ils tous traités d'une manière absolument semblable, en particulier dans les secteurs de la chaussure et des textiles?**

#### **Réponse**

La Lituanie a conclu deux accords préférentiels asymétriques de libre-échange - un avec l'Union européenne et l'autre avec les Etats de l'AELE (ce dernier n'est pas encore en vigueur), mais ces accords sont asymétriques en ce qui concerne les produits industriels seulement. Le principe de l'asymétrie ne s'applique pas aux produits agricoles ni aux produits de la pêche parce que les parties contractantes à ces accords ont réduit ou éliminé d'une manière égale les droits de douane applicables à ces produits.

Le régime commercial appliqué aux produits industriels par la Lituanie conformément à ces deux accords de libre-échange n'est pas absolument le même. Il y a deux légères différences: le nombre de produits industriels (y compris les chaussures et les textiles) soumis à une période de transition est moins élevé dans l'accord conclu avec les Etats de l'AELE; et en ce qui concerne les produits textiles, l'accord conclu avec les Etats de l'AELE prévoit une date précise pour la suppression des droits d'importation dans le commerce des produits textiles originaires des Etats de l'AELE, tandis que ce n'est pas le cas de l'accord conclu avec l'Union européenne.

#### **ANNEXE IV: DECISION GOUVERNEMENTALE SUR LA PROCEDURE D'EXPORTATION ET D'IMPORTATION DE MARCHANDISES EN REPUBLIQUE DE LITUANIE**

#### **Question 399**

**Dans la réponse à la question 303, la Lituanie donne une longue liste de produits soumis à un contrôle vétérinaire/sanitaire/de qualité, mais, étant donné leur nature, les produits transformés ne sont généralement pas soumis à des contrôles vétérinaires et sanitaires. Pourquoi la Lituanie applique-t-elle de tels contrôles aux produits transformés?**

Réponse

En ce qui concerne la réponse à la question 303 (WT/ACC/LTU/7), nous devons modifier légèrement notre réponse antérieure: les articles énumérés d'origine non alimentaire (tels que l'insuline, le gluten, les plantes utilisées en parfumerie et en médecine, le vernis, les gommes, les résines, etc.) ne sont pas soumis à des contrôles vétérinaires et sanitaires. Les seuls produits soumis à de tels contrôles sont les aliments et les denrées alimentaires. Les autorités lituaniennes chargées de veiller à l'innocuité des aliments, y compris le Service vétérinaire et le Service de protection phytosanitaire, sous la direction du Ministère de la santé, supervisent l'application de ces contrôles.

Question 400

**Des dispositions/procédures juridiques distinctes s'appliquent-elles à ces produits? La Lituanie pourrait-elle préciser à quel type de contrôle est soumis chacun des produits figurant sur la liste et indiquer les critères et le fondement scientifique des prescriptions de certification ou autres contrôles?**

Réponse

Voir l'annexe I du présent document concernant l'information sur les mesures sanitaires et phytosanitaires. Sa section intitulée "Innocuité des aliments - denrées alimentaires", Règlements 1, 2, 6 et 8, fournit une réponse à cette question.

## AIDE-MEMOIRE SUR LE REGIME DES SERVICES

### II. POLITIQUES APPLICABLES AU COMMERCE DES SERVICES

#### 4. Dispositions, y compris celles des accords internationaux, concernant les prescriptions et procédures en matière de qualification, les normes et réglementations techniques et les prescriptions en matière d'autorisation ou d'enregistrement en vue de la fourniture de services

##### 4.1.1 Services financiers

##### Assurances

#### **Question 401**

**La Lituanie pourrait-elle donner des chiffres sur la taille du secteur des assurances?**

#### Réponse

En 1994, les droits d'assurance en Lituanie ont représenté 0,66 pour cent du PIB total. Plus de 30 compagnies d'assurance ont obtenu des licences les autorisant à travailler dans ce domaine mais, selon les statistiques de 1995, cinq de ces compagnies se partagent 92 pour cent du marché des assurances.

#### **Question 402**

**La Lituanie confirme dans son exposé sur les services que les compagnies d'assurance étrangères bénéficient du traitement national, mais elle ne décrit pas cependant en détail le régime actuellement appliqué aux compagnies nationales. Prière de décrire ce régime. A cet égard, la Lituanie pourrait-elle fournir le texte de la Loi sur les assurances (20 septembre 1990)? Existe-t-il une législation spéciale sur les contrats d'assurance, ou bien la Loi sur les assurances renferme-t-elle également des dispositions s'y rapportant?**

#### Réponse

La Loi sur les assurances (20 septembre 1990) a été présentée au Secrétariat de l'OMC pour examen par les Membres de l'OMC; cependant, elle sera remplacée par une nouvelle loi, qui est étudiée en ce moment par le Parlement.

Selon le nouveau projet de loi sur les assurances (et comme on l'a souligné dans le document WT/ACC/LTU/9), une compagnie d'assurance étrangère doit avoir l'autorisation du gouvernement de son pays pour exercer des activités d'assurance à l'étranger; à cette exception près, le traitement des fournisseurs nationaux et étrangers est le même. Les ressortissants étrangers peuvent créer des sociétés, coentreprises ou filiales à capital entièrement étranger. Ils sont soumis au même régime de licences que les fournisseurs nationaux.

En outre, la nouvelle loi codifiera la situation actuelle et supprimera tous les droits exclusifs de la Compagnie d'assurance de l'Etat.

En ce qui concerne la deuxième partie de la question, la loi actuelle contient des dispositions sur les contrats d'assurance (articles 11, 12, 13); ce sera le cas également de la nouvelle loi.

**Question 403**

**Il n'est pas indiqué dans le document si le courtage en assurances au nom de compagnies d'assurance étrangères est autorisé en Lituanie. La Lituanie pourrait-elle fournir d'autres informations sur ce point, de même que sur les éventuelles restrictions?**

**Réponse**

Complément de réponse aux questions 320 et 321 (WT/ACC/LTU/7).

Le courtage en assurances au nom de compagnies d'assurance étrangères est autorisé en Lituanie. La seule condition est que le courtier doit être inscrit au Registre des entreprises en Lituanie.

**Question 404**

**Les institutions financières étrangères sont-elles autorisées à fournir des services transfrontières (mode de livraison n° 1), en particulier en ce qui a trait aux sous-secteurs de l'assurance et de la réassurance des transports aériens et maritimes?**

**Réponse**

Oui, les institutions financières étrangères sont autorisées à fournir des services transfrontières d'assurance et de réassurance de transports (maritimes, aériens).

**Banque**

**Question 405**

**La Lituanie pourrait-elle donner des chiffres sur la taille du secteur bancaire?**

**Réponse**

Au 1er avril 1996, 28 banques étaient enregistrées auprès de la Banque de Lituanie. Vingt-six d'entre elles sont actuellement autorisées à exercer des activités bancaires, tandis que, pour les deux autres, les licences ont été annulées conformément aux résolutions du Conseil de la Banque de Lituanie.

Trois des 28 banques sont des "banques d'Etat", c'est-à-dire que l'Etat détient 51 pour cent du capital social de chacune.

Au 1er avril 1996, 262 succursales bancaires et 41 bureaux de représentation de banques étaient enregistrés auprès de la Banque de Lituanie.

A la même date, trois des 41 bureaux de représentation étaient des bureaux de banques étrangères en Lituanie, enregistrés conformément à la procédure prévue par la loi.

Au 1er avril 1996, les actifs totaux des banques enregistrées auprès de la Banque de Lituanie étaient de 5,7 milliards de litas. A la même date, le total des dépôts des banques commerciales atteignait 4,1 milliards de litas.

Le 1er avril 1996, le total des crédits interbancaires était de 61,7 millions de litas, et les crédits interbancaires en devises atteignaient 25,6 millions de litas.

Au 1er avril 1996, les prêts consentis aux entités économiques de Lituanie atteignaient 3,97 milliards de litas, soit 69,6 pour cent des actifs bancaires totaux. Les prêts en litas se chiffraient à 2,5 milliards de litas et les prêts en devises à 1,45 milliard de litas.

#### **Question 406**

**La Lituanie pourrait-elle confirmer que les banques étrangères établies en Lituanie peuvent exercer leurs activités dans les mêmes conditions que les banques lituaniennes et pourrait-elle décrire les restrictions qui peuvent leur être imposées? Sur ce point, il serait utile de recevoir un exemplaire de la Loi sur les banques commerciales.**

#### **Réponse**

Complément et mise à jour de la réponse à la question 310 (WT/ACC/LTU/7).

La Loi sur les banques commerciales (21 décembre 1994) a été présentée au Secrétariat de l'OMC en septembre 1995.

Les activités des banques étrangères en Lituanie sont réglementées par la Loi sur les banques commerciales et d'autres instruments juridiques (tels que la Loi sur les devises étrangères en République de Lituanie, la Loi sur la crédibilité du litas, les instruments normatifs de la Banque de Lituanie, etc.).

Des modifications et suppléments apportés à la Loi sur les banques commerciales ont été approuvés par le Parlement le 4 juin 1996. Ils visent à établir des conditions plus favorables pour l'établissement et l'exploitation des succursales et des filiales de banques étrangères.

Suite à ces modifications, une banque étrangère peut en Lituanie:

- établir une filiale;
- établir des succursales et agences bancaires;
- acquérir des actions dans une banque et, avec le consentement de la Banque de Lituanie, prendre une participation majoritaire dans une banque en activité.

Une filiale bancaire s'entend d'une banque dont une autre banque détient, directement ou non, une partie du capital social représentant au moins 50 pour cent de ses actions avec droit de vote, ou une partie du capital social qui lui permet d'exercer un contrôle sur la gestion de la filiale.

Une succursale bancaire s'entend d'une subdivision territoriale d'une banque enregistrée en Lituanie, qui n'a pas la personnalité juridique, mais qui exerce ses activités au nom de la banque et effectue la totalité ou certaines des opérations bancaires pour le compte de la banque, laquelle se porte garante dans la mesure de ses actifs des transactions et activités de la succursale.

En ce qui concerne les banques étrangères qui établissent des filiales en Lituanie, les règles suivantes sont applicables:

- la banque étrangère doit présenter un bilan de ses opérations, approuvé dans son pays d'origine selon la procédure établie;
- le directeur de la banque doit connaître les lois lituaniennes pertinentes et avoir un personnel pouvant communiquer en lituanien;
- la banque concernée doit avoir l'autorisation de l'organe de surveillance des banques de son pays d'origine d'établir une filiale en Lituanie.

En ce qui concerne les banques étrangères qui établissent des succursales en Lituanie, les règles suivantes s'appliquent:

- La Lituanie doit avoir conclu avec le pays d'origine de cette banque un accord prévoyant la sécurité des investissements et une assistance juridique, ou bien la banque étrangère doit donner à la Banque de Lituanie des garanties suffisantes attestant qu'elle assumera la responsabilité des activités de sa succursale en Lituanie;
- la réglementation interne de la succursale doit être conforme aux lois et autres instruments juridiques de la Lituanie;
- la banque étrangère doit être titulaire d'une licence délivrée par son pays d'origine;
- la banque doit avoir une position financière bonne et stable et, selon les critères fixés par la Banque de Lituanie, être considérée comme une banque fiable, et l'organe de surveillance des banques du pays dont elle relève ne doit pas être opposé à l'établissement d'une succursale en Lituanie;
- la Banque de Lituanie et l'organe de surveillance des banques du pays d'origine de la banque doivent avoir conclu un accord prévoyant la surveillance des activités de la succursale et la présentation d'informations;
- les locaux qui seront utilisés par la succursale doivent répondre aux exigences établies par la Banque de Lituanie.

Après avoir reçu une licence de la Banque de Lituanie les autorisant à exercer des activités bancaires sans restriction, et après avoir été enregistrées conformément à la procédure établie, les filiales de banques étrangères ont le droit d'exercer les activités bancaires précisées dans la Loi sur les banques commerciales, aux mêmes conditions que les banques locales.

Pour l'établissement en Lituanie d'une filiale de banque étrangère, le capital de la filiale ne doit pas être inférieur au minimum fixé par la Banque de Lituanie (voir la réponse à la question 407). Pour l'établissement d'une succursale de banque étrangère, cette règle ne s'applique qu'à la banque elle-même, et non à la succursale. Les mêmes règles s'appliquent aux banques lituaniennes.

#### **Question 407**

**Quel est le capital minimum demandé pour l'établissement d'une filiale? La liste des activités que les banques sont autorisées à exercer englobe les transactions sur titres. Les fonctions de banque d'affaires/d'investissement y sont-elles incluses ou sont-elles réservées aux sociétés d'investissements et/ou maisons de courtage?**

#### **Réponse**

Le capital fixe de la filiale fondée par la banque étrangère ne doit pas être inférieur au capital fixe minimum établi par la Banque de Lituanie (Banque centrale) pour toutes les banques, qu'elles soient étrangères ou nationales:

- 1,9 million d'écus (équivalent en litas) - à compter du 1er juillet 1995;
- 3,8 millions d'écus (équivalent en litas) - à compter du 1er janvier 1997; et
- 5,0 millions d'écus (équivalent en litas) - à compter du 1er janvier 1998.

La liste des activités que les banques sont autorisées à exercer figure dans l'Aide-mémoire sur le régime des services (WT/ACC/LTU/5), chapitre 2.1 "Services financiers".

Une licence de banque délivrée en vertu de la résolution de la Banque de Lituanie peut renfermer des conditions et restrictions additionnelles se rapportant à certaines opérations (y compris les opérations sur titres) pour lesquelles la banque concernée n'est pas prête. Autrement, après avoir reçu une licence de la Banque de Lituanie (sans aucune restriction) et une fois enregistrée selon la procédure prévue par les lois lituaniennes, la banque a le droit de faire des opérations sur titres. La procédure applicable aux opérations sur titres, au commerce des valeurs mobilières et autres activités du genre est prévue par la Loi sur les opérations de bourse.

La Loi sur les banques commerciales ne s'applique pas aux banques dont les activités sont régies par des lois distinctes parmi lesquelles figurent les banques d'affaires/d'investissement. La seule banque qui correspond actuellement à cette définition est la Banque lituanienne de développement (BLD), une banque d'investissement en valeurs mobilières que doivent établir le gouvernement lituanien et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), avec la participation éventuelle d'autres actionnaires lituaniens ou étrangers. Cependant, les investisseurs étrangers aussi bien que nationaux qui entendent acquérir au moins 10 pour cent du capital social de la banque doivent d'abord obtenir l'autorisation de la Banque de Lituanie. La BLD est régie par les lois lituaniennes et par les principes bancaires internationaux. C'est une personne morale qui exerce ses activités de manière autonome.

Les sociétés d'investissement et les maisons de courtage ne relèvent pas non plus de la Loi sur les banques commerciales. Les activités des sociétés d'investissement sont régies par la Loi sur les sociétés d'investissement (5 juillet 1995). Les activités des maisons de courtage sont régies par la Loi sur les opérations de Bourse (16 janvier 1996).

#### **Question 408**

**Quelles formalités additionnelles, autres que celles dont doivent s'acquitter les nationaux, peuvent être imposées aux étrangers qui souhaitent établir une banque commerciale?**

#### **Réponse**

Complément de réponse à la question 310 (WT/ACC/LTU/7).

Pour des informations complémentaires, voir les réponses aux questions 406 et 407.

#### **Question 409**

**Dans la section 4.1.1.2 du document WT/ACC/LTU/5, on peut lire que les investisseurs étrangers et lituaniens qui ont l'intention d'acquérir 10 pour cent ou plus du capital-actions d'une banque doivent tout d'abord en obtenir l'autorisation délivrée par la Banque de Lituanie. Quelles sont les conditions à remplir pour obtenir l'autorisation de la Banque de Lituanie?**

#### **Réponse**

Un investisseur étranger ou national qui veut acquérir 10 pour cent ou plus du capital-actions ou des actions avec droit de vote d'une banque, doit, pour obtenir l'approbation préalable de la Banque de Lituanie:

- présenter une demande pour l'acquisition d'un bloc d'actions, avec indication du nombre et du prix des actions;

- présenter, si l'investisseur est une personne morale, un certificat d'enregistrement ainsi que ses règlements internes (statuts); lorsque les documents susmentionnés sont présentés par un investisseur étranger, ils doivent être authentifiés conformément à la procédure établie par la loi et traduits en lituanien;
- présenter des renseignements sur les principaux propriétaires d'un investisseur qui veut acquérir un bloc d'actions de la banque et sur le montant du capital-actions détenu par chacun d'eux (si l'investisseur est une personne morale);
- présenter, pour l'achat des actions de la banque, l'approbation des organes collectifs de gestion de l'investisseur (si l'investisseur est une personne morale); et
- présenter les documents décrivant les activités financières de l'investisseur, c'est-à-dire les bilans des trois dernières années, confirmés par un vérificateur (si l'investisseur est une personne morale).

Les personnes physiques de Lituanie qui veulent acquérir des actions d'une banque et qui, conformément à la procédure prévue par les lois lituaniennes, doivent remplir des déclarations d'impôt sont tenues de présenter des exemplaires des certificats délivrés par l'Inspection des impôts attestant que lesdites déclarations ont été faites.

#### 4.1.2 Services de communication

#### **Question 410**

**La Lituanie pourrait-elle développer l'information fournie sur les télécommunications dans cette section, en remplissant le questionnaire ci-joint sur l'état actuel et les perspectives de ce secteur?**

RéponseQUESTIONNAIRE SUR LE CADRE DE REGLEMENTATIONTableau 1Acteurs institutionnels du marché des télécommunications

(Le questionnaire est en caractères gras; les réponses sont en caractères normaux)

<b>Organismes de réglementation</b>	1. Ministère des communications et de l'informatique 2. Organisme d'Etat des fréquences radioélectriques		
<b>Exploitants autorisés pour les réseaux fixes</b>	<b>RTPC:</b> Lituanie Telecom (national)	<b>Autre infrastructure:</b> ---	<b>Télédistribution:</b> plus de 30 licences pour la télédistribution locale
<b>Exploitants autorisés pour les réseaux mobiles</b>	<b>Radio-mobile:</b> Analogue CSC "COMLIET" (NMT-450) <b>GSM</b> CSC "OMNITEL" CSC "BITE GSM" <b>DCS 1800</b> --- <b>Radiomessageries</b> CSC "NELTE" (national), 25 licences locales	<b>Satellite:</b> CSC "VARICOM" (enteltracs serv.) Microstations terriennes selon les demandes, illimité	
<b>Principaux concurrents pour les services</b>	<b>Téléphonie vocale:</b> 3 entreprises internationales	<b>Communication de données:</b> 5 réseaux, illimités selon les demandes	<b>Réseau privé virtuel:</b> Aucun
<b>Fabricants d'équipements</b>	<b>Equipements de réseaux:</b> "SIGMA" (petits échanges), "ELSYS" (transmission), ALCATEL, SIEMENS, NOKIA, ERICSSON, TADIRAN, etc.	<b>Equipements de terminaux:</b> RECOMA ELSYS, autres, principalement étrangers	

Tableau 2

Etat des infrastructures

2.1 Configuration

<b>Réseaux fixes</b>	Aujourd'hui: forme en étoile avec raccordements via échange interurbain à Vilnius (la capitale). Projet pour 1998: anneaux optiques numériques avec centraux de transit dans les grandes villes.
<b>Réseaux hertziens</b>	3 réseaux de radio et télédiffusion, 4 réseaux mobiles, jonction au Ministère de l'intérieur (police)

2.2 Réglementation

<b>Infrastructure de télécommunications (monopole/concurrence)</b>	Concurrence pour les lignes louées
<b>Utilisation d'autres infrastructures pour les télécommunications, par exemple</b> autoroutes chemins de fer services d'électricité industrie pétrolière	+ + + + (et réseau gouvernemental spécial)
<b>Utilisation des réseaux de télédistribution pour les télécommunications</b>	Aujourd'hui - non Dans l'avenir - autorisations selon les demandes

Tableau 3

Etat de la libéralisation - Services

<b>Services réservés</b>	---
<b>Services libéralisés: réseaux fixes</b>	RTPC, non (projet pour l'an 2000)
<b>Services libéralisés: réseaux mobiles</b>	oui
<b>Services libéralisés: réseaux par satellites</b>	oui

Tableau 4

Libéralisation annoncée

<b>Infrastructure et services</b>	Projet pour l'an 2000
-----------------------------------	-----------------------

**Question 411**

**Dans le secteur des télécommunications, il y a des coentreprises. La Lituanie pourrait-elle nous dire quelles sociétés ont constitué des coentreprises? Lorsque des coentreprises sont autorisées, le principe NPF est-il garanti?**

**Réponse**

La structure des entreprises de télécommunications travaillant en Lituanie est indiquée à l'annexe II du présent document. Le principe NPF est garanti lorsque sont autorisées des coentreprises.

**4.1.3 Services professionnels****Question 412**

**La Lituanie pourrait-elle donner des chiffres sur la taille du secteur des services professionnels, en particulier:**

- a) services juridiques;
- b) services comptables, d'audit et de tenue de livres;
- c) services de conseil fiscal;
- d) services d'architecture;
- e) services d'ingénierie;
- f) services intégrés d'ingénierie;
- g) services d'aménagement urbain et d'architecture paysagère;
- h) services médicaux et dentaires;
- i) services vétérinaires;
- j) services des accoucheuses, infirmières et physiothérapeutes et du personnel paramédical;
- k) autres services.

**Réponse**

Pour le calcul du PIB, le Bureau des statistiques utilise la méthode NACE (Rev.1). Selon cette méthode, l'information n'est donnée qu'à un niveau de deux chiffres, c'est-à-dire selon les chapitres indiqués dans le tableau ci-après.

Secteur des services	Indicateurs	1994		Millions de LT en 1995				1995
		millions de LT	%	1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>ème</sup> trimestre	3 <sup>ème</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre %	
Chapitre 74 "Autres activités commerciales" (comprend les secteurs a, b, c, d, e, f et g indiqués ci-dessus)	PIB	268,7	1,6	82,9	70,5	67,4	1,2	
	volume	431,4	1,1	132,6	127,5	114,2	0,8	
Chapitre 85 "Activités sanitaires et sociales" (comprend les secteurs h, i et j indiqués ci-dessus)	PIB	40,0	0,2	13,2	12,9	18,2	0,5	
	volume	103,8	0,3	32,3	31,1	39,9	0,4	
Chapitre 93 "Autres services" (comprend le secteur k indiqué ci-dessus)	PIB	375,3	2,2	135,8	133,7	136,1	1,9	
	volume	850,1	2,2	377,4	283,1	187,0	1,9	

**Question 413**

**Où en est la Lituanie en ce qui concerne la reconnaissance des qualifications? A-t-elle conclu des accords et des ententes pour la reconnaissance des qualifications et, dans l'affirmative, avec qui? Quels sont les organismes compétents dans ce domaine?**

**Réponse**

En Lituanie, les qualifications sont définies par le Ministère de l'éducation et des sciences et par l'Office lituanien de la formation.

Les deux institutions appliquent la réglementation relative aux certificats d'aptitude, qui régit la reconnaissance des diplômes ou des qualifications.

En ce qui concerne la CITE - 88 (Classification internationale type des professions), la Lituanie prépare un registre des professions qui se rapprochera des normes européennes en ce qui concerne le répertoire et la définition des professions et qualifications.

Quant à la reconnaissance des qualifications des étrangers, la Lituanie, au moment d'octroyer des permis de travail aux étrangers, reconnaît pleinement les qualifications des candidats selon les documents qui sont présentés. L'organe responsable de l'évaluation de tels documents est la Bourse lituanienne de l'emploi. Les exigences linguistiques ne sont pas mentionnées dans cette procédure; c'est un aspect qui est laissé à l'appréciation de l'employeur.

La Lituanie n'a pas conclu d'ententes avec les pays étrangers pour la reconnaissance des qualifications.

**Question 414**

**A quel niveau du gouvernement l'accès aux diverses professions est-il contrôlé: administration centrale, sous-centrale, ou délégation de pouvoirs?**

**Réponse**

L'accès aux professions est contrôlé au niveau central (ministériel).

**Question 415**

**Une information sur les possibilités d'accès des fournisseurs étrangers de services comptables, d'audit et de tenue de livres au marché lituanien serait utile, étant donné que l'aide-mémoire ne dit rien sur le sujet.**

**Réponse**

Les fournisseurs étrangers de services comptables, d'audit et de tenue de livres peuvent fournir leurs services selon tous les modes de livraison. Pour votre information, la Lituanie est en train d'élaborer des procédures de licences pour les services d'audit. Seuls les rapports financiers établis par les auditeurs agréés devront satisfaire aux exigences légales applicables aux auditeurs d'entreprises (fiscalité et questions juridiques). Nous ne prévoyons pas de réglementation pour les comptables et aides-comptables internes. Nous ne prévoyons pas non plus de restrictions de l'accès au marché ou du traitement national dans l'octroi des autorisations d'exercer la profession d'auditeur.

Services juridiques

**Question 416**

**En ce qui concerne les services juridiques, l'accès des juristes étrangers au marché lituanien semble actuellement fermé: les services juridiques ne peuvent être fournis que par des ressortissants lituaniens (sauf dispositions contraires des accords internationaux sur l'assistance juridique signés par la Lituanie). Cela signifie-t-il qu'un juriste étranger ne peut donner, que ce soit par l'entremise d'un établissement local ou par fourniture transfrontières, de consultations juridiques se rapportant au droit de son pays ou au droit international public?**

Réponse

La Lituanie applique des règles différentes pour les avocats, qui peuvent donner des consultations juridiques et représenter des clients devant les tribunaux, et les juristes, qui ne peuvent que donner des consultations juridiques.

Les règles applicables aux avocats sont précisées dans la Loi sur les avocats (16 septembre 1992). Les étrangers ne peuvent agir en qualité d'avocats à moins qu'ils ne viennent d'un pays avec lequel la Lituanie a conclu un accord bilatéral sur l'assistance juridique (comme il est indiqué dans l'Aide-mémoire sur le régime de services (WT/ACC/LTU/5)).

Les règles applicables aux juristes sont précisées dans la Résolution n° 1380 du gouvernement ("Règlement sur la délivrance des autorisations d'exercer la profession de juriste") du 25 octobre 1995. Les juristes étrangers demandent ces autorisations comme le font les juristes lituaniens (la demande n'est pas subordonnée à l'existence d'un accord bilatéral sur l'assistance juridique). Pour obtenir une autorisation d'exercer, le candidat doit démontrer qu'il a reçu une formation juridique poussée, qu'il a au moins deux ans d'expérience du droit et qu'il a passé avec succès un examen sur les règles régissant la profession. La connaissance de la langue lituanienne n'est pas requise.

Les candidats étrangers qui reçoivent une autorisation d'exercer peuvent donner des consultations juridiques sur le droit de leur pays et sur le droit international public, ainsi que sur le droit lituanien. Ces consultations peuvent être fournies par le biais d'une présence commerciale (les conditions établies dans la Loi sur les entreprises doivent alors être remplies), ou par la présence de personnes physiques ou encore par fourniture transfrontières.

**Question 417**

**Quelles sont les restrictions se rapportant aux services de conseil juridique sur les lois de pays étrangers?**

Réponse

Voir la réponse à la question 416.

#### 4.1.4 Autres services fournis aux entreprises

##### Services annexes aux industries manufacturières

#### **Question 418**

**La Lituanie pourrait-elle confirmer le sens de cette section - le fait que des entreprises lituaniennes fournissent les services énumérés signifie-t-il que le marché est fermé aux entreprises étrangères?**

#### **Réponse**

Le marché lituanien des services énumérés n'est pas fermé aux entreprises étrangères.

##### Services annexes à la distribution d'énergie

#### **Question 419**

**La Lituanie pourrait-elle préciser la procédure à suivre pour obtenir l'autorisation d'exercer ce genre d'activité et confirmer que les entreprises étrangères et les entreprises nationales sont soumises aux mêmes critères?**

#### **Réponse**

Premièrement, toute entreprise, étrangère ou nationale, qui souhaite fournir des services annexes à la distribution d'énergie doit figurer dans le Registre des entreprises de la Lituanie.

Deuxièmement, toute entreprise, étrangère ou nationale, qui souhaite exercer les activités indiquées doit obtenir une autorisation du Ministère de l'énergie. C'est l'objet de la Résolution n° 383 du gouvernement (22 mars 1996) "Règlement sur l'autorisation d'exercer des activités dans le secteur de l'énergie". Pour obtenir l'autorisation, l'entreprise doit présenter une demande accompagnée des documents requis. L'autorisation sera délivrée (ou non) dans un délai de 30 jours après la présentation de la demande.

Selon ce règlement, il n'y a pas de différences dans les procédures applicables aux entreprises nationales et étrangères qui veulent obtenir l'autorisation d'exercer en Lituanie des activités se rapportant à l'énergie.

#### 4.1.8 Services de transport

#### **Question 420**

**Transport aérien: Les services auxiliaires sont-ils libéralisés? Des entreprises étrangères peuvent-elles fournir leurs propres services auxiliaires dans les aéroports?**

#### **Réponse**

Les services auxiliaires du transport aérien sont libéralisés. Les entreprises étrangères peuvent fournir leurs propres services auxiliaires dans les aéroports si elles sont enregistrées en Lituanie et si elles ont conclu des contrats avec les aéroports.

#### 4.2 Prescriptions en matière d'autorisation et d'enregistrement

##### **Question 421**

**La Lituanie pourrait-elle indiquer dans quels domaines parmi ceux qui sont énumérés dans cette section il y a égalité de traitement entre les entreprises et personnes étrangères et les entreprises et personnes nationales, et dans quels domaines les entreprises et personnes étrangères doivent répondre à des conditions supplémentaires par rapport aux conditions appliquées aux entreprises et personnes nationales, et pourrait-elle indiquer les domaines dont les étrangers sont complètement exclus?**

##### **Réponse**

Complément de réponse à la question 52 (WT/ACC/LTU/2) et aux questions 281 et 307 (WT/ACC/LTU/7) et complément à l'Aide-mémoire sur le régime des services (WT/ACC/LTU/5 - chapitre 4.2).

La Loi sur les investissements étrangers en République de Lituanie prévoit que les investisseurs étrangers sont soumis à la même réglementation régissant les activités économiques et commerciales (y compris en matière d'autorisation et d'enregistrement) que les personnes morales et physiques lituaniennes.

Pour l'enregistrement d'une entreprise, la Lituanie demande à l'investisseur étranger de présenter des documents attestant l'origine du capital étranger, des documents attestant sa situation financière ainsi que des certificats de constitution en personne morale. Autrement, toutes les exigences sont les mêmes que pour les entreprises nationales.

Les investissements étrangers sont autorisés dans tous les domaines d'activité économique et commerciale à l'exclusion des suivants:

- secteurs touchant la sécurité et la défense de l'Etat;
- fabrication ou vente de stupéfiants et autres substances toxiques ou non médicinales à effet puissant;
- culture, transformation et vente de végétaux contenant des stupéfiants et des substances toxiques ou à effet puissant;
- organisation de loteries.

##### **Question 422**

**La Lituanie pourrait-elle préciser le sens de la phrase: "Sont interdites, sans l'autorisation délivrée dans les conditions prescrites par le gouvernement, aux entreprises dont moins de 50 pour cent des actions appartiennent à l'Etat".**

##### **Réponse**

Quant aux entreprises dont moins de 50 pour cent des actions appartiennent à l'Etat, une licence est nécessaire pour l'exercice de l'activité énumérée (voir l'Aide-mémoire sur le régime des services, page 22).

Quant aux entreprises dont au moins 50 pour cent des actions appartiennent à l'Etat, une licence n'est pas nécessaire pour l'exercice de cette activité.

**Question 423**

**La liste des activités nécessitant une licence ou autorisation aux termes de cette section est-elle complète? Les domaines absents de cette liste échappent-ils aux formalités de licences?**

**Réponse**

Pour les activités subordonnées à une licence et énumérées à l'article 13 de la Loi sur les entreprises, la licence est délivrée par le gouvernement de la Lituanie ou par un autre organisme autorisé. Ces procédures s'appliquent à toutes les entreprises, qu'elles soient nationales ou étrangères.

A l'heure actuelle, la Loi sur les entreprises prévoit 47 activités qui requièrent une licence ou autorisation. Les secteurs absents de cette liste ne sont pas soumis aux formalités de licences.

Il convient de noter aussi que, selon une décision du gouvernement, la loi sera modifiée dans un proche avenir. En vertu de cette modification, le nombre des activités soumises à licence sera réduit.

**Question 424**

**L'accès au commerce de gros et au commerce de détail est-il libre dans tous les secteurs autres que l'alcool?**

**Réponse**

Comme on l'a expliqué dans la réponse à la question 52 (WT/ACC/LTU/2) et dans l'Aide-mémoire sur le régime des services (WT/ACC/LTU/5), des formalités de licence existent pour le commerce de gros et de détail de l'alcool et pour certains autres produits également.

Les activités suivantes sont subordonnées à l'obtention de ce genre de licence:

- le commerce de gros et de détail des produits alcoolisés;
- l'achat de cuivre et autres métaux non ferreux, de leurs alliages et de leurs déchets en Lituanie;
- l'achat de déchets de métaux non ferreux en Lituanie;
- l'achat de déchets de métaux précieux;
- le commerce de gros et de détail de stupéfiants et de substances toxiques ou à effet puissant;
- le commerce de gros de certains produits alimentaires et additifs alimentaires en Lituanie;
- l'exploitation de véhicules à la commission;
- le commerce de matières chimiques pouvant nuire à l'environnement;
- les activités commerciales portant sur les métaux précieux et les bijoux;
- le commerce de gros et de détail des produits pétroliers;
- le commerce de détail du gaz liquéfié;
- la vente d'armes à feu pour le sport et la chasse, de munitions, d'armes, d'explosifs et d'articles de pyrotechnie;
- le commerce de matières biologiques pour la protection des végétaux; et
- le commerce d'antiquités.

5. Monopoles ou exclusivités en matière de fourniture de services

**Question 425**

**En ce qui concerne les monopoles et les exclusivités en matière de fourniture de services, l'obligation mentionnée à l'article VIII de l'AGCS et dans son annexe sur les télécommunications est-elle respectée?**

Réponse

A titre de mise à jour du document antérieur, la Lituanie signale que les seuls monopoles ou exclusivités existants sont ceux qui sont conférés aux Postes lituaniennes, lesquelles détiennent certains droits exclusifs de collecter et livrer les lettres, cartes postales et imprimés, d'installer des boîtes aux lettres et de délivrer des timbres-poste. En ce qui concerne les activités des Postes, toutes les obligations énoncées à l'article VIII de l'AGCS sont respectées.

L'entreprise d'Etat "Lietuvos Telekomas" n'a plus le droit exclusif de fournir des services de télécommunication. Le Ministère des communications et de l'informatique travaille encore à la mise au point des procédures d'autorisation des nouveaux fournisseurs de tels services, mais l'on prévoit que toute entreprise nationale ou étrangère pourra demander au Ministère l'autorisation d'exercer cette activité.

7. Transferts et paiements internationaux au titre des opérations courantes portant sur les services

**Question 426**

**Pourquoi les transferts et paiements internationaux au titre des opérations courantes portant sur les services de construction et les services d'ingénierie connexes font-ils l'objet d'une mention spéciale dans cette section?**

Réponse

Dans le souci de fournir l'information la plus détaillée possible sur le régime des services. Cependant, la mention spéciale des services de construction et services d'ingénierie connexes ne devrait pas être interprétée comme signifiant qu'il existe des restrictions sur les transferts et règlements internationaux. Il n'y en a pas.

8. Opérations en capital

**Question 427**

**Pourquoi les dispositions régissant les opérations en capital qui se rapportent aux services de construction et aux services d'ingénierie connexes font-elles l'objet d'une mention spéciale si aucune réglementation n'est applicable dans ce domaine aux capitaux privés?**

Réponse

Dans un souci de fournir l'information la plus détaillée possible sur le régime des services. Cependant, la mention spéciale des services de construction et services d'ingénierie connexes ne devrait pas être interprétée comme signifiant qu'il existe des restrictions sur les opérations en capital. Il n'y en a pas.

9. Acquisition de services par les organismes publics

**Question 428**

**La Lituanie a-t-elle conclu des accords sur les marchés publics avec des pays tiers (par exemple, d'autres Etats baltes)?**

Réponse

La Lituanie n'a conclu aucun accord avec des pays tiers en matière de marchés publics. Cependant, lorsque la Lituanie élabore des accords de libre-échange avec d'autres pays (par exemple la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie), le fondement juridique de la passation des marchés publics est examiné.

**Question 429**

**La Lituanie a-t-elle déjà adopté une Loi sur les marchés publics? Dans la négative, existe-t-il une traduction, dans l'une des langues de travail de l'OMC, de la Résolution n° 510 du gouvernement intitulée "Approbation du règlement provisoire sur les marchés publics" (12 avril 1995)?**

Réponse

En ce qui concerne l'adoption de la Loi sur les marchés publics, voir la réponse à la question 389. La Résolution n° 510 du gouvernement intitulée "Approbation du règlement provisoire sur les marchés publics" (12 avril 1995) a été transmise au Secrétariat de l'OMC en septembre 1995.

**Question 430**

**Aux termes de la Résolution n° 510 du gouvernement, les services proposés par des étrangers ne peuvent-ils être achetés que si leur prix est plus faible ou bien les soumissions sont-elles évaluées aussi en fonction du rapport qualité-prix? Les soumissions étrangères font-elles l'objet d'un traitement distinct?**

Réponse

Au paragraphe 6 de la Résolution n° 510 du gouvernement intitulée "Approbation du règlement provisoire sur les marchés publics" (12 avril 1995), il est indiqué que "la possibilité de participer aux appels d'offres doit être donnée à tous les fournisseurs de la République de Lituanie et des pays étrangers, sauf dans les cas où la participation de fournisseurs étrangers est limitée par des lois ou autres instruments juridiques de la République de Lituanie".

Cependant, ce règlement provisoire prévoit aussi que la préférence en matière d'achat devrait être donnée aux biens (et aux services) produits dans des entreprises enregistrées en Lituanie (lesquelles peuvent appartenir en partie ou en totalité à des intérêts étrangers). Mais ces règles sont provisoires et elles seront annulées une fois adoptée la Loi sur les marchés publics.

Le projet de loi sur les marchés publics accordera aussi des préférences aux fournisseurs locaux. Les préférences données aux fournisseurs locaux ne dépasseront pas 15 pour cent pour les biens et services, et 20 pour cent pour les travaux. Nous signalons que pareilles préférences sont accordées aux fournisseurs locaux dans les lois d'autres pays également.

**Question 431**

**Outre les dispositions de la Loi sur l'intégration sociale des invalides, existe-t-il des régimes de préférences (par exemple, pour les fournisseurs locaux) dans le secteur des marchés publics?**

**Réponse**

Voir la réponse à la question 430.

**Question 432**

**Quelles exigences doivent remplir les soumissionnaires pour participer à un appel d'offres?**

**Réponse**

En vertu des règles actuelles, la possibilité de participer à un appel d'offres ouvert doit être donnée à tous les fournisseurs, lituaniens ou étrangers sauf dans les cas où la participation de fournisseurs étrangers est limitée par des lois ou autres instruments juridiques lituaniens.

**Question 433**

**Existe-t-il des règles détaillées sur l'obligation de publier les avis d'appel d'offres? Quelle information ces avis doivent-ils contenir? Où sont-ils annoncés ou publiés (par exemple, Journal officiel)?**

**Réponse**

En vertu des règles actuelles, l'organisme acheteur annonce l'appel d'offres dans les médias lituaniens et, si des fournisseurs étrangers sont invités à participer, l'information est également publiée dans des bulletins d'information étrangers. Une invitation à participer à l'appel d'offres comprendra les renseignements suivants:

- le nom et l'adresse de l'organisme acheteur;
- la description et la quantité des marchandises à fournir, ainsi que l'endroit et le moment de leur livraison, la nature des services à rendre, ainsi que l'endroit et le moment où ils doivent être rendus;
- l'endroit où les dossiers d'appel d'offres devront être envoyés et la manière dont ils devront être envoyés;
- le droit à payer pour le dossier d'appel d'offres, la monnaie et le mode de paiement, dans les cas où l'organisme acheteur perçoit un tel droit;
- le délai pour la présentation des dossiers d'appel d'offres et la personne à qui ils doivent être présentées.

Le projet de loi sur les marchés publics prévoit que l'institution autorisée par le gouvernement à coordonner les marchés publics (qui sera probablement le Ministère de l'économie) devra publier un bulletin officiel de passation de marché qui contiendra des renseignements pouvant intéresser les participants à l'appel d'offres.

Le projet de loi prévoit aussi que les appels d'offres auxquels les étrangers sont invités à participer seront annoncés dans une langue couramment employée dans le commerce international, dans les journaux à grand tirage, les publications ou magazines spécialisés distribués au niveau international, et en lituanien dans les publications de la Lituanie.

**Question 434**

**Existe-t-il des procédures de règlement des différends dans le domaine des marchés publics?**

**Réponse**

Selon les règles actuelles, les différends qui surgissent entre l'organisme acheteur et les soumissionnaires à propos des résultats d'un appel d'offres sont réglés de la manière fixée par les lois lituaniennes. Avant que le différend ne soit réglé, il est interdit de conclure une convention d'achat sur la base des résultats de l'appel d'offres.

Il existe dans le projet de loi sur les marchés publics un paragraphe distinct qui prévoit des procédures pour l'analyse des plaintes et l'indemnisation en cas de pertes.

Ce paragraphe énonce les cas où les contestations seront examinées dans le cadre de l'institution publique autorisée par le gouvernement. Il est signalé qu'il peut être fait appel des décisions de cette institution devant les tribunaux, selon les procédures établies dans les lois lituaniennes.

**Question 435**

**Existe-t-il des statistiques indiquant la taille des marchés de services publics par rapport à l'ensemble du secteur des services?**

**Réponse**

Après l'adoption de la Loi sur les marchés publics, la question de la collecte d'informations statistiques dans le domaine des marchés publics sera examinée. Ces informations statistiques seront annoncées publiquement et seront accessibles à toutes les entités.

10. Aides, dons, subventions intérieures, avantages fiscaux et programmes de promotion

**Question 436**

**La Lituanie pourrait-elle donner des exemples d'avantages fiscaux offerts aux fournisseurs de services dans le cadre des lois énumérées?**

**Réponse**

Pour la réponse, voir l'Aide-mémoire sur le régime des services (WT/ACC/LTU/5 - chapitre 10).

A titre de complément à cette information:

Les lois suivantes offrent certaines exonérations aux fournisseurs de services quant au paiement de l'impôt sur les bénéfices: la Loi relative à l'impôt sur les bénéfices des personnes morales, la Loi sur les investissements étrangers en République de Lituanie, la Loi sur les petites entreprises, la Loi relative à la taxe sur la valeur ajoutée, la Loi sur l'imposition des biens immeubles des entreprises et organisations. Si le contribuable a droit à plusieurs allègements fiscaux en vertu des lois lituaniennes, seul l'allègement le plus avantageux lui est appliqué. Cependant, lorsque les dispositions d'accords intergouvernementaux entre la Lituanie et d'autres pays sont incompatibles avec les dispositions de la Loi relative à l'impôt sur les bénéfices des personnes morales, les bénéfices sont imposés selon les dispositions de l'accord intergouvernemental concerné.

Pour donner un exemple des genres d'avantages offerts en général aux fournisseurs de services, signalons que la Loi sur les investissements étrangers en République de Lituanie (13 juin 1995) prévoit que le régime fiscal des entreprises étrangères ne peut être moins favorable que celui qui est appliqué aux personnes physiques et morales nationales. Si l'entreprise a été établie après le 1er août 1995 et si un investisseur étranger détient au moins 30 pour cent du capital social autorisé de l'entreprise et a investi des capitaux d'origine étrangère d'une valeur minimale de 2 millions de dollars EU, alors cette entreprise est exemptée de l'impôt sur les bénéfices (revenus) pendant une période de trois ans à compter du jour où elle a commencé à percevoir des revenus. Au cours des trois années suivantes, cette entreprise ne paiera que la moitié de l'impôt effectif sur les bénéfices (revenus).

Si l'entreprise a été établie (enregistrée), ou si le capital étranger a été investi, entre le 1er janvier 1994 et le 1er août 1995, alors les bénéfices (revenus) attribuables à l'investissement étranger obtiennent pendant six ans une réduction de 50 pour cent de l'impôt sur les bénéfices. Si l'entreprise a été établie ou si le capital étranger a été investi avant le 31 décembre 1993, alors les bénéfices attribuables à l'investissement étranger obtiennent durant cinq ans et à compter du jour où ils ont été perçus une réduction de 70 pour cent de l'impôt. Après cette période, les bénéfices correspondant à l'investissement étranger bénéficient durant trois ans de la réduction de 50 pour cent de l'impôt.

### III. ACCES AU MARCHÉ ET TRAITEMENT NATIONAL

#### **Question 437**

**La limite imposée au nombre d'étrangers qui peuvent être employés est-elle applicable à tous les employés étrangers? Les fournisseurs de services étrangers peuvent-ils toujours faire venir leur "personnel clé"?**

#### **Réponse**

Le gouvernement lituanien établit un contingent annuel d'étrangers qui peuvent être employés en Lituanie en vertu du Règlement sur l'emploi temporaire des étrangers (13 janvier 1995). Seuls les étrangers qui détiennent un visa spécial et un permis de travail délivré par la Bourse lituanienne de l'emploi peuvent travailler temporairement en Lituanie. Les employeurs qui souhaitent embaucher des étrangers doivent demander l'autorisation de la Bourse lituanienne de l'emploi.

Ce règlement ne s'applique pas aux directeurs, spécialistes ou consultants des entreprises comptant du capital étranger dans la mesure où ils viennent travailler pour un maximum de trois mois pour installer des équipements et former le personnel. Cependant, il s'applique au personnel clé.

#### **Question 438**

**En ce qui concerne les mesures relevant de l'article XXVIII c) de l'AGCS, y a-t-il des mesures qui ne garantissent pas le traitement national? (par exemple, en ce qui concerne l'accès à la terre et aux télécommunications, y a-t-il des mesures qui ne garantissent pas le traitement national?) La Lituanie peut-elle garantir l'application des dispositions de l'annexe sur les télécommunications, de l'alinéa 5 b) à l'alinéa 5 f)?**

#### **Réponse**

En ce qui concerne l'alinéa XXVIII c) de l'AGCS, il n'existe aucune mesure qui ne garantisse pas le traitement national. L'application des alinéas 5 b) à 5 f) est garantie.

IV. TRAITEMENT DE LA NATION LA PLUS FAVORISEE

**Question 439**

**L'avantage découlant des dispositions de l'Accord européen relatives aux services sera-t-il conféré à d'autres pays qui ne sont pas parties à l'Accord?**

**Réponse**

Les avantages des dispositions de l'Accord européen relatives aux services sont presque tous de nature très générale. Les seuls avantages concrets sur le plan de l'accès au marché se rapportent aux domaines aérien et maritime, et c'est un aspect qui ne concerne que cet Accord.

NOTE SUR LES ASPECTS DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE  
QUI TOUCHENT AU COMMERCE (ADPIC)

(WT/ACC/LTU/7 - ANNEXE I)

Droit d'auteur et droits connexes

**Question 440**

**Le gouvernement lituanien devrait être invité à fournir un exemplaire de sa législation. Par ailleurs, la loi - telle qu'elle est décrite dans WT/ACC/LTU/7 - soulève quelques questions. En conséquence, le représentant lituanien devrait être prié:**

- a) **de préciser la durée de la protection et la mesure dans laquelle un droit d'auteur est transmissible par voie successorale;**
- b) **d'expliquer si la Lituanie a l'intention d'adopter le principe des droits de location dont parle l'article 11 de l'Accord sur les ADPIC;**
- c) **d'expliquer davantage ses exceptions et limitations aux droits exclusifs conférés par le droit d'auteur et de dire si, selon le gouvernement de la Lituanie, ces exceptions et limitations sont conformes aux articles 13, 30 et 31 de l'Accord sur les ADPIC;**
- d) **de préciser davantage les droits conférés aux organismes de radiodiffusion.**

**Sur ce point, la Lituanie devrait être encouragée à ratifier la Convention de Rome sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion.**

Réponse

La Lituanie a déposé auprès du Secrétariat de l'OMC, pour examen par les Membres de l'OMC, un exemplaire des dispositions du Code civil se rapportant au droit d'auteur et aux droits connexes.

- a) La règle générale est que le droit d'auteur (pour chaque type d'oeuvre) subsiste pendant la vie de l'auteur et pendant 50 ans après son décès.

Dans le cas des oeuvres pseudonymes ou anonymes (lorsque le nom de l'auteur n'est pas indiqué), la durée de la protection est de 50 ans après la publication de l'oeuvre.

Lorsque l'auteur d'une oeuvre anonyme ou pseudonyme ne laisse aucun doute sur son identité ou si l'auteur d'une oeuvre anonyme ou pseudonyme dévoile son identité pendant la période susmentionnée, la durée de la protection sera de 50 ans à compter de la date du décès de l'auteur.

La protection de l'oeuvre commune de plusieurs personnes durera pendant la vie de chaque co-auteur et pendant 50 ans après le décès du dernier co-auteur survivant. Les personnes morales bénéficieront du droit d'auteur pendant 50 ans après la publication de l'oeuvre. Les périodes débutent le 1er janvier de l'année qui suit le décès de l'auteur ou qui suit la date de publication de l'oeuvre.

Le droit d'auteur est transmissible par voie successorale. Le droit de disposer de l'oeuvre et le droit à rémunération le sont également. Le droit à la paternité de l'oeuvre, le nom de l'auteur et l'inviolabilité de l'oeuvre ne peuvent être transmis par voie successorale.

La durée de protection de la paternité de l'oeuvre, du nom de l'auteur et de l'inviolabilité de l'oeuvre est illimitée.

b) La législation lituanienne (chapitre 4 du Code civil, "Droit d'auteur") ne prévoit pas de droits de location pour les oeuvres cinématographiques, les programmes informatiques ou les enregistrements sonores, mais le gouvernement de la Lituanie a l'intention d'adopter les droits de location dans cette législation, comme le prévoit l'article 11 de l'Accord sur les ADPIC de l'OMC. Les modifications et suppléments au Code civil seront préparés d'ici à décembre 1996.

c) La Lituanie a l'intention de préciser les exceptions et limitations aux droits exclusifs conférés par le droit d'auteur, conformément aux articles 13, 30 et 31 de l'Accord sur les ADPIC, au moyen de modifications et de suppléments au Code civil qui, comme on l'a dit, seront préparés d'ici à décembre 1996.

d) En vertu de l'article 526 4) du Code civil, le droit d'auteur dans les programmes radiophoniques et télévisés sera conféré globalement aux organismes de radiodiffusion.

Les organismes de radiodiffusion auront le droit de disposer des programmes.

La Lituanie n'est pas membre de la Convention internationale sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion (Convention de Rome de 1961). La Lituanie a l'intention de se joindre à la Convention de Rome en 1996.

#### **Question 441**

**En ce qui concerne l'article 3:1 de l'Accord sur les ADPIC de l'OMC (droits d'auteur), la Lituanie applique-t-elle l'article 6 de la Convention de Berne et l'article 16.1 de la Convention de Rome?**

#### **Réponse**

La Lituanie n'utilise pas l'article 6 de la Convention de Berne. La Lituanie n'a pas encore ratifié la Convention de Rome et elle n'applique pas l'article 16.1 de la Convention. La Lituanie a l'intention de ratifier la Convention de Rome d'ici à décembre 1996.

#### **Marques de commerce**

#### **Question 442**

**Il serait utile de savoir si le gouvernement lituanien considère comme conformes à l'article 17 de l'Accord sur les ADPIC les exceptions de sa loi aux droits conférés par une marque.**

#### **Réponse**

Oui, la Lituanie considère comme conformes à l'article 17 de l'Accord sur les ADPIC les exceptions de sa loi aux droits conférés par une marque.

Plus précisément, les paragraphes 3 et 5 de l'article 20 de la Loi sur les marques de produits et de services (cette loi a été déposée auprès du Secrétariat de l'OMC) n'empêchent pas que ce soit d'utiliser:

- ses propres nom et adresse;
- des indications concernant le type, la quantité, la destination, la valeur, l'origine géographique, l'époque de production ou d'autres caractéristiques des produits ou services;
- la marque enregistrée d'un tiers s'il est nécessaire d'indiquer la destination d'un produit ou d'un service, notamment lorsqu'il s'agit d'accessoires ou de pièces détachées; ou
- la marque enregistrée d'un tiers dans le cadre d'une publicité comparative, si une telle publicité est autorisée, pour autant que cette utilisation soit conforme aux pratiques loyales dans les affaires industrielles ou commerciales.

#### Indications géographiques

#### **Question 443**

**Le gouvernement lituanien devrait dire s'il considère l'article 7 de sa Loi sur la concurrence comme suffisant pour répondre aux articles 22 à 24 de l'Accord sur les ADPIC.**

#### Réponse

Oui, la Lituanie considère l'article 7, compte tenu des autres dispositions de la Loi sur la concurrence, comme suffisant pour répondre aux articles 22 à 24 de l'Accord sur les ADPIC. En vertu de l'article 9 de cette Loi, l'organisme de protection de la concurrence (c'est-à-dire l'Office d'Etat pour la concurrence et la protection des consommateurs) doit obliger les entités à cesser toute activité illégale découlant de l'indication inexacte du lieu d'origine d'un produit et à retenir lesdits produits. En vertu de l'article 12 de la Loi, le Conseil de la concurrence doit punir les contrefaçons d'une amende représentant au plus 10 pour cent du chiffre d'affaires annuel de l'entreprise qui s'est livrée aux activités illégales. Les pertes subies par des entités en raison de telles activités illégales sont remboursées selon les procédures prévues par le Code civil (article 15 de la Loi sur la concurrence).

Le gouvernement lituanien considère que ces dispositions sont généralement conformes aux principes de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle et à la pratique judiciaire de la plupart des pays.

Un nouveau projet de loi sur la concurrence va être déposé au Parlement par le gouvernement. Le nouveau projet de loi devrait être adopté par le Parlement en 1996. La partie de ce projet de loi qui se rapporte à la concurrence déloyale prévoit aussi la réglementation des indications géographiques, et l'on croit que ces dispositions seront pleinement conformes aux articles 22 à 24 de l'Accord sur les ADPIC de l'OMC.

#### Brevets

#### **Question 444**

**Le gouvernement devrait être prié de préciser davantage les exceptions aux droits exclusifs conférés par un brevet. Au surplus, le représentant lituanien devrait être prié de dire si, à son avis, ces exceptions sont conformes aux articles 30 et 31 de l'Accord sur les ADPIC.**

## Réponse

L'article 20 de la Constitution de la Lituanie se lit ainsi:

"La propriété est inviolable.

Les droits de propriété sont protégés par la Loi.

La propriété ne peut être saisie que pour cause d'utilité publique, selon la procédure établie par la loi, et une juste indemnité doit alors être versée."

La Loi sur les brevets (18 janvier 1994) renferme deux articles sur les licences obligatoires et l'exploitation d'une invention:

- L'article 38 de la Loi prévoit une licence obligatoire si, après l'expiration d'un délai de quatre ans à compter de la date de dépôt de la demande ou de trois ans à compter de la date de délivrance du brevet (selon la plus tardive des deux dates), il y a défaut ou insuffisance d'exploitation de l'invention brevetée et refus du titulaire d'accorder une licence. A la demande de toute personne qui prouve son aptitude à exploiter l'invention brevetée, le tribunal peut accorder une licence obligatoire non exclusive. Si une licence obligatoire est accordée, une rémunération équitable, dont le montant est fixé par le tribunal, doit être versée au titulaire du brevet.

La licence obligatoire n'est pas accordée si le tribunal est convaincu de l'existence de motifs qui justifient le défaut ou l'insuffisance d'exploitation de l'invention brevetée en Lituanie.

Lorsqu'une licence obligatoire est accordée et que l'invention brevetée n'est toujours pas exploitée ou l'est insuffisamment, le tribunal peut, à la demande d'une personne intéressée, ordonner la déchéance du brevet. La déchéance du brevet n'est possible qu'après l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date à laquelle la première licence obligatoire a été accordée.

- En vertu de l'article 39 de la Loi, le gouvernement lituanien, prenant en considération l'intérêt de l'Etat ou l'intérêt public, peut approuver la résolution permettant à une personne ou à une entreprise d'utiliser une invention brevetée et de verser un droit au titulaire du brevet. Si le titulaire du brevet juge que le droit est insuffisant, il peut s'adresser au tribunal.

Le Bureau des brevets doit publier dans son bulletin officiel suivant la résolution gouvernementale concernant l'autorisation d'exploiter l'invention.

L'Accord sur les ADPIC de l'OMC (article 31) et la Convention de Paris (articles 5A 2) et 5A 4)) contiennent tous deux de nombreuses dispositions sur les possibilités offertes aux autorités gouvernementales d'accorder des licences pour l'utilisation d'inventions brevetées, sans l'autorisation du titulaire du brevet. Ces licences sont appelées "licences obligatoires" dans la Convention de Paris. Certaines des dispositions de ces deux instruments sont semblables, et d'autres traitent de questions différentes.

Puisque l'Accord sur les ADPIC de l'OMC prévoit que les Membres doivent se conformer aux articles 1 à 12 de la Convention de Paris (les articles 5A 2) et 5A 4) traitent des licences obligatoires), il semble nécessaire d'intégrer dans la Loi sur les brevets de la Lituanie les dispositions des deux instruments.

**Question 445**

**En ce qui concerne la question de l'exploitation d'un brevet, le gouvernement lituanien devrait être prié de préciser s'il considère que l'importation d'un produit breveté vaut "exploitation du brevet".**

**Réponse**

L'article 26 de la Loi sur les brevets de la Lituanie empêche les tiers de fabriquer un produit incorporant des inventions brevetées, ainsi que d'offrir, d'importer et de stocker pour un marché le produit breveté. Ces droits n'appartiennent qu'au titulaire du brevet. L'importation du produit breveté devrait être considérée comme l'équivalent de l'utilisation du brevet, pour autant que la demande du marché dans le pays soit satisfaite par ce produit.

Ces aspects relèvent également de la compétence des tribunaux, qui pourront résoudre le moment venu les divergences se rapportant à l'exploitation ou à la non-exploitation d'un brevet.

**Schémas de circuits intégrés (semi-conducteurs)**

**Question 446**

**Le gouvernement lituanien devrait être prié d'indiquer les principaux éléments de son projet de loi et l'échéancier approximatif du processus législatif.**

**Réponse**

L'élaboration d'un projet de loi sur la protection des schémas de circuits intégrés est prévue pour 1997.

**Protection des obtentions végétales**

**Question 447**

**Le représentant lituanien devrait être prié d'expliquer plus en détail le système de protection. Le gouvernement de la Lituanie devrait être encouragé à devenir membre de l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV).**

**Réponse**

Complément à la note sur les ADPIC (WT/ACC/LTU/7).

Le projet de loi sur la protection des obtentions végétales et la production des semences a été préparé, puis déposé au Parlement. Cette loi assurera la protection de toutes les obtentions végétales enregistrées en Lituanie et garantira les droits des propriétaires d'obtentions. Comme la Lituanie n'est pas encore membre de l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV), les semences et le matériel végétal de plantation sont propagés en Lituanie à la faveur de contrats conclus par des particuliers et des organismes avec des sélectionneurs étrangers ou d'autres sociétés et organisations.

Lorsque sont conclus de tels contrats pour l'achat et la propagation de semences, ils mentionnent aussi les redevances qui devront être versées aux obtenteurs et les modalités de paiement.

Pour le moment, l'Union européenne et les autres pays occidentaux s'intéressent peu aux obtentions lituaniennes. Ces pays ne font aucune recherche sur les obtentions lituaniennes bien que certaines d'entre elles soient réellement intéressantes. La Lituanie envisage donc de se joindre à l'UPOV uniquement lorsque les obtentions produites par les obtenteurs lituaniens seront reconnues et enregistrées dans certains pays d'Europe occidentale.

#### Moyens de faire respecter les ADPIC

#### **Question 448**

**Le gouvernement lituanien devrait être encouragé à se conformer intégralement à la partie III de l'Accord sur les ADPIC relative aux moyens de les faire respecter. A ce stade - tel qu'il est décrit dans le document susmentionné - le droit lituanien ne prévoit pas par exemple de mesures provisoires.**

#### Réponse

En ce qui concerne le droit d'auteur et les droits connexes, le Code civil de la Lituanie prévoit que, lorsqu'une oeuvre a été utilisée sans l'accord de l'auteur ou de son ayant droit (article 528) ou lorsque l'oeuvre a été utilisée en violation de l'accord passé avec l'auteur (article 532) ou lorsque les droits généraux ou autres droits moraux de l'auteur ont été violés (article 520), l'auteur ou son ayant droit ou les autres personnes indiquées à l'article 521 ont le droit de demander le rétablissement des droits atteints ou l'interdiction de publier l'oeuvre ou l'arrêt de sa diffusion.

Le contrevenant doit réparer le tort moral selon un montant fixé par le tribunal. Les dommages ne peuvent pas être inférieurs à 500 litas ni supérieurs à 10 000 litas.

Les copies illégales de l'oeuvre peuvent être confisquées ou détruites selon ce que décide le tribunal. Les moyens de production des copies illégales peuvent être également confisqués.

Le Code pénal de la Lituanie prévoit les voies de recours suivantes en cas de violation d'un droit d'auteur ou des droits d'un inventeur:

- lorsqu'une personne publie l'oeuvre scientifique, littéraire, musicale ou artistique d'une autre personne sous son propre nom, ou lorsqu'elle s'approprie d'une autre manière la paternité d'une oeuvre ou qu'elle reproduit ou élargit illégalement une oeuvre, ou lorsqu'elle force l'auteur véritable à reconnaître la paternité conjointe d'une oeuvre, elle est passible d'une amende ou d'un emprisonnement (y compris de travaux forcés) pour une période maximale de deux ans;
- lorsqu'une personne s'attribue l'invention d'une autre personne ou la proposition de rationalisation d'une autre personne, ou lorsqu'elle force l'auteur véritable à reconnaître la paternité conjointe de l'invention ou lorsqu'elle annonce l'invention sans l'autorisation de l'auteur, avant que l'invention ne soit déclarée de la manière prévue, elle est passible d'une amende ou d'un emprisonnement (y compris de travaux forcés) pour une période maximale de deux ans;
- lorsqu'une personne utilise une marque enregistrée au Bureau des brevets, sans avoir l'autorisation du propriétaire de vendre des produits transformés portant cette marque, elle est passible d'une amende et de la révocation de son droit de travailler pendant une période de trois ans dans le domaine considéré. Si les marchandises ainsi marquées de manière illégale sont en grandes quantités ou si la qualité des marchandises diffère

de la qualité des marchandises originales, ou si le propriétaire de la marque de commerce a subi d'importants dommages, l'auteur de l'infraction est passible d'un emprisonnement de trois ans ainsi que d'une amende; ou bien il est passible d'une amende seulement et de la révocation, pendant une période de cinq ans, de son droit de travailler dans le domaine considéré.

La Loi sur les marque de produits et de services (3 juin 1993) prévoit ce qui suit:

- Le tribunal peut, en réponse à la demande du titulaire d'une marque, rendre une décision mettant fin à tout acte dont l'exécution ou l'exécution probable risque de porter atteinte aux droits conférés par les paragraphes 1 à 5 de l'article 20 de cette Loi.
- Le tribunal peut rétablir la situation antérieure à la contrefaçon et faire cesser la contrefaçon en confisquant ou en détruisant les marques illégales, les moyens et les équipements employés pour les produire, ainsi que les marchandises portant ces marques (lorsqu'il est impossible d'enlever les marques illégales).
- Le propriétaire de la marque enregistrée ou de la licence peut demander par écrit au Service des douanes de détenir les marchandises qui sont transportées au-delà de la frontière et qui portent les marques, si le propriétaire de la marque juge que le marquage des produits porte atteinte à ses droits à la marque en Lituanie. Le Service des douanes informe immédiatement de la détention de ces marchandises le procureur, le requérant et la personne qui transporte les marchandises. Le propriétaire de la marque ou de la licence peut, lorsqu'il engage les procédures, demander au Service des douanes d'indiquer le nom et l'adresse de l'expéditeur, ainsi que la quantité des marchandises qui sont détenues.
- La détention des marchandises au Service des douanes peut être annulée si la personne qui a demandé que les marchandises soient détenues ne présente pas dans un délai de 15 jours une décision du tribunal de saisir les marchandises, ou ne présente pas la preuve que les procédures judiciaires ont débuté; la détention sera également annulée si elle ne présente pas une garantie pour le remboursement des frais d'entreposage des marchandises.

La Loi sur les brevets (18 janvier 1994) prévoit ce qui suit:

- Le titulaire d'un brevet ou le déposant a le droit d'alléguer devant le tribunal qu'il y a eu contrefaçon d'un brevet ou d'une demande de brevet (laquelle est accordée par protection temporaire), et de demander au tribunal de faire cesser la contrefaçon et d'ordonner au contrefacteur d'indemniser le titulaire ou le déposant. Le titulaire ou le déposant d'un brevet peut aussi engager des procédures contre toute personne dont les activités menacent de porter atteinte au brevet. Ces procédures doivent être engagées dans un délai de trois ans à compter de la date où la contrefaçon est constatée.

La Loi sur les dessins et modèles industriels (4 juillet 1995) prévoit ce qui suit:

- En réponse à une plainte du titulaire d'un dessin ou modèle industriel, le tribunal peut décider de faire cesser l'activité qui porte atteinte ou peut porter atteinte aux droits conférés par l'article 5 de la Loi. Le tribunal peut aussi ordonner au contrefacteur de dédommager le titulaire pour le préjudice subi du fait d'actes accomplis sans son consentement, comme il est prévu à l'article 5 de la Loi.

Autres mesures

**Question 449**

**Existe-t-il des mesures qui sont considérées comme les mesures exceptionnelles prévues à l'article 4 d) de l'Accord sur les ADPIC de l'OMC?**

Réponse

Aucune mesure de ce genre n'est appliquée en Lituanie.

TAUX DES DROITS DE DOUANE APPLIQUES PAR LA  
LITUANIE AUX PRODUITS IMPORTES

(WT/ACC/LTU/7 - ANNEXE III)

**Question 450**

**Les taux des droits de douane indiqués à l'annexe III du document WT/ACC/LTU/7, pour la viande et les produits laitiers n'englobent pas les droits spécifiques alternatifs figurant à la page 85 de l'Aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur (L/7551). Ces droits alternatifs spécifiques sont-ils encore appliqués?**

**Réponse**

Les droits spécifiques applicables à la viande et aux produits laitiers ont été éliminés en février 1995. A l'heure actuelle, des droits spécifiques (ils font partie de droits mixtes) s'appliquent encore aux importations d'alcool et de produits du tabac, de sucre et de voitures usagées.

## ANNEXE I

### INFORMATION CONCERNANT LES PROGRES ACCOMPLIS PAR LA LITUANIE DANS LA MISE EN OEUVRE DES DISPOSITIONS DE L'ACCORD DE L'OMC SUR LES MESURES SANITAIRES ET PHYTOSANITAIRES

#### **1. Institutions chargées de l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (y compris des procédures de contrôle, d'inspection et d'approbation).**

La sécurité alimentaire relève du Ministère de la santé, du Service vétérinaire d'Etat et du Service d'Etat de protection phytosanitaire. L'inspection des produits animaux non transformés (viande, lait) relève du Ministère de la santé et du Service vétérinaire d'Etat. La santé animale relève du Service vétérinaire d'Etat. La santé des végétaux relève de la division du Ministère de l'agriculture appelée Service de phytoquarantaine.

#### **2. Législation pertinente. Evaluation du risque et utilisation de mesures fondées sur des principes scientifiques. Harmonisation, le cas échéant, avec le travail des organisations internationales.**

##### Innocuité des aliments - denrées alimentaires

Le Ministère de la santé participe aux travaux du Codex Alimentarius, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Nombre des mesures lituaniennes en matière de sécurité des aliments ont été formulées conformément aux travaux de ces organisations.

##### Législation pertinente:

#### **1. Procédures d'importation de denrées alimentaires en Lituanie (Résolution n° 35 du gouvernement du 9 janvier 1995).**

Prévoit les conditions d'importation de denrées alimentaires en Lituanie et les conditions de contrôle de qualité. Toutes les denrées alimentaires importées en Lituanie doivent être accompagnées de "déclarations de conformité". Le cas échéant, le Ministère de la santé, le Service vétérinaire d'Etat et le Service d'Etat de protection phytosanitaire s'appliquent à vérifier à la frontière la conformité des marchandises avec les règles SPS lituaniennes (voir aussi la section 3 sur la reconnaissance des équivalences des règles SPS d'autres pays). Document établi d'après le mémoire 14/15 de la FAO sur l'alimentation et la nutrition et le volume 15 du Guide de contrôle de la qualité des aliments. Une modification devant préciser les procédures est en cours de rédaction.

#### **2. Norme d'hygiène HN 54-1995 de la Lituanie sur les matières premières et les denrées alimentaires: niveau maximum autorisé de contaminants et de radionucléides (Ministère de la santé, Règlement n° 10 du 6 mars 1995).**

Cette norme indique les niveaux maximums d'agents chimiques et de matières radioactives dans les denrées alimentaires fabriquées en Lituanie ou importées en Lituanie. Harmonisée avec les lignes directrices du Codex alimentarius pour les denrées alimentaires.

#### **3. Norme nationale lituanienne (CODEX STAN 1): Norme générale Codex 1993 pour l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées (Norme mondiale), (Bulletin LST 1993-10). Cette norme internationale est approuvée pour utilisation en Lituanie.**

4. Norme nationale lituanienne CAC/GL2: Lignes directrices de 1993 du Codex sur l'étiquetage des produits alimentaires (Bulletin LST 1994-01). Cette norme internationale est approuvée pour utilisation en Lituanie.

5. Norme lituanienne LST CAC/RCP 1 Code d'usage international recommandé. Principes généraux d'hygiène alimentaire, 1995. Cette norme internationale est approuvée pour utilisation en Lituanie.

6. Norme lituanienne d'hygiène HN 26-1994. Matières premières et denrées alimentaires. Niveaux permisibles de contamination microbienne (Ministère de la santé, Règlement n° 59 du 11 février 1994).

Ce document énumère tous les niveaux maximums autorisés pour les agents microbiens dans les denrées alimentaires produites ou importées en Lituanie. Il est harmonisé avec les exigences de l'Union européenne.

7. Norme lituanienne d'hygiène HN 38-1993. Quantités maximales de substances nocives autorisées dans les produits du tabac (Ministère de la santé, Règlement n° 24 du 7 février 1994).

Ce document décrit toutes les conditions de sécurité et de qualité pour les produits du tabac fabriqués ou importés en Lituanie.

8. Norme lituanienne d'hygiène HN 53-1995. Additifs alimentaires approuvés (Ministère de la santé, Règlement n° 8 du 22 février 1995).

Ce document est une liste d'additifs alimentaires approuvés et de niveaux autorisés d'additifs dans les produits alimentaires.

#### Produits agricoles non transformés et santé animale

Le Service vétérinaire d'Etat participe aux travaux de l'Office international des épizooties (OIE) et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). De nombreuses prescriptions vétérinaires ont été formulées conformément aux normes de ces organisations.

##### Législation pertinente:

1. Loi sur la médecine vétérinaire 1-2110 (17 décembre 1990).

Cette loi définit les systèmes vétérinaires privé et public de la Lituanie. Elle autorise le Service vétérinaire d'Etat à appliquer la politique gouvernementale dans le domaine vétérinaire.

2. Règlement n° 3 sur les prescriptions d'importation et d'exportation en matière vétérinaire (11 février 1992).

Etabli d'après le Code de la santé animale de l'OIE. Il y a cependant quelques différences mineures (par exemple, les mesures se rapportant à l'ESB sont plus restrictives que les normes internationales).

3. Norme du lait n° 1137-90 (1er janvier 1991).

Les textes suivants ont été harmonisés avec ceux de l'Union européenne:

4. Règles temporaires pour la commercialisation du lait cru approuvées par l'Hygiéniste en chef (Ministère de la santé) n° 3-14 (24 juillet 1992).
6. Règles vétérinaires - sanitaires pour les usines de transformation du poisson, n° 5-32 (7 août 1995).
7. Règles vétérinaires - sanitaires pour les fermes laitières, n° 5-1a (12 janvier 1995)
8. Règles vétérinaires - sanitaires pour les usines de transformation de la viande, n° 3-12 (2 mai 1994)
9. Directive pour l'éradication de la trichinose, n° 3-12 (23 septembre 1993).

#### Protection phytosanitaire

Pour le moment, le Service de phytoquarantaine ne participe pas, à cause de difficultés financières, aux travaux de l'Organisation internationale pour la protection des végétaux (OIPV) ou de l'Organisation européenne pour la protection des végétaux (OEPV). Cependant, les lois lituaniennes sont en réalité fondées en grande partie sur les normes de l'OEPV, et la Lituanie connaît bien aussi les travaux de l'OIPV.

#### Législation pertinente:

1. Loi n° 1069 sur la protection phytosanitaire (19 octobre 1995).

Cette loi établit le cadre réglementaire des mesures de protection phytosanitaire.

2. Résolution n° 599 du gouvernement (3 août 1993).

Prévoit des règles quaranténaires pour l'importation en Lituanie, l'exportation de la Lituanie et le transit en Lituanie, des végétaux et de leurs produits. Les végétaux et leurs produits ne peuvent être introduits en Lituanie qu'à travers 13 points de phytoquarantaine situés aux mêmes endroits que les bureaux de douane. Les végétaux et leurs produits devraient être accompagnés d'un certificat phytosanitaire délivré par le pays exportateur et, pour certains produits, leurs destinataires en Lituanie doivent avoir une autorisation délivrée par le Service de phytoquarantaine.

3. Résolution n° 384 du gouvernement (25 mars 1996), qui prévoit des règles applicables à la quarantaine interne en vue de la production, de l'entreposage, de la vente et de l'utilisation de végétaux et de produits d'origine végétale.

#### **3. Plans visant à reconnaître l'équivalence des réglementations sanitaires et phytosanitaires des pays exportateurs, y compris négociation d'accords bilatéraux et multilatéraux.**

Les procédures d'importation de produits alimentaires prévoient que le Bureau lituanien de normalisation enregistre les entreprises étrangères de production alimentaire dont les systèmes d'assurance de la qualité ont été certifiés par un organisme d'accréditation des systèmes d'assurance de la qualité. Il n'est pas nécessaire pour les entreprises enregistrées d'indiquer des indices de qualité et de sécurité des aliments dans leurs "déclarations de conformité", et alors les produits sont automatiquement approuvés pour l'importation aussi longtemps qu'il n'y a aucune raison de douter de leur conformité.

En ce qui concerne l'importation d'animaux, la Lituanie suit les procédures recommandées par l'OIE lorsqu'elle accepte les certifications délivrées par les services vétérinaires des pays exportateurs

et elle tient compte des mises à jour de l'OIE quant à la santé animale dans certains pays. La Lituanie a aussi négocié des accords bilatéraux d'équivalence avec l'Allemagne et la République tchèque et elle a engagé des négociations avec d'autres pays, dont la Pologne. Finalement, la Lituanie examine les effets d'une reconnaissance des nouveaux systèmes de certification, y compris d'analyse des risques (Système d'analyse des risques - Point critique pour leur maîtrise).

Quant à la reconnaissance de l'équivalence, pour certains produits, des mesures de protection des végétaux, le certificat phytosanitaire du pays exportateur est suffisant pour autoriser l'importation. Pour d'autres produits, le Service de phytoquarantaine doit effectuer sa propre inspection avant que l'importation ne soit autorisée (la liste figure dans la Résolution n° 599).

#### **4. Adaptation des mesures aux conditions régionales.**

La Lituanie adapte ses mesures de façon à tenir compte des conditions régionales.

#### **5. Transparence. Etablissement d'un point d'information; système de notification au Secrétariat de l'OMC des normes non fondées sur des normes internationales.**

La Lituanie a l'intention d'établir un point d'information et d'appliquer une procédure de notification au Secrétariat de l'OMC, pour transmission aux Membres de l'OMC, des mesures sanitaires et phytosanitaires non fondées sur des normes internationales. La Lituanie publie déjà ses mesures SPS et comprend l'obligation de prévoir (sauf dans les cas d'urgence) un délai raisonnable entre la publication et l'entrée en vigueur de ces mesures.

#### **6. Procédures de contrôle, d'inspection et d'approbation.**

Voir le chapitre 2 ci-dessus.

ANNEXE II

(OFFSET)

ANNEXE IIITAXES D'ACCISE SELON LA RESOLUTION N° 582 DU GOUVERNEMENT (17 MAI 1996)  
DE LA REPUBLIQUE DE LITUANIE

Code des produits	Désignation	Taxes (en % de la valeur imposable*)
2207.10.00.0; 2208**	Alcool éthylique non dénaturé et boissons alcooliques, sauf les hydromels, le champagne, le vin et la bière	40, mais au moins 0,3 LTL pour chaque 1 pour cent de titre alcoométrique volumique par litre
2208.90.69.1	Hydromels	40, mais au moins 0,2 LTL pour chaque 1 pour cent de titre alcoométrique volumique par litre
2202.21.21.0- -2204.21.29.0, 2204.29.21.0- -2204.29.29.0, 2204.30, 2206	Vin dont le titre alcoométrique volumique est de 13 pour cent, et autres boissons fermentées	25, mais au moins 0,12 LTL pour chaque 1 pour cent de titre alcoométrique volumique par litre
2204.21.31.0- -2204.21.49.0, 2204.29.31.0- -2204.29.49.0, 2205.10.10.0, 2205.90.10.0	Vin et vermouth ayant un titre alcoométrique volumique de plus de 13 pour cent, mais d'au plus 18 pour cent	40, mais au moins 0,15 LTL pour chaque 1 pour cent de titre alcoométrique volumique par litre
2204.21.51.0- -2204.21.90.0, 2204.29.51.0- -2204.29.90.0, 2205.10.90.0, 2205.90.90.0	Vin et vermouth ayant un titre alcoométrique volumique de plus de 18 pour cent	40, mais au moins 0,25 LTL pour chaque 1 pour cent de titre alcoométrique volumique par litre
2204.10, 2204.21.10.0, 2204.29.10.0	Champagne et vin de pression accrue	25, mais au moins 0,25 LTL pour chaque 1 pour cent de titre alcoométrique volumique par litre
2203	Bière	15, mais au moins 0,4 LTL/litre***
2402.20.00.0	Cigarettes avec filtre: cigarettes de la meilleure qualité fabriquées en Lituanie ou importées	22, mais au moins 15 LTL par 1 000 unités
2402.20.00.0	Cigarettes (Kaunas, Klaipeda, Kastytis, Armada, etc.) de moindre qualité fabriquées en Lituanie	22, mais au moins 8 LTL pour 1 000 unités
2402.20.00.0	Cigarettes sans filtre	22, mais au moins 5 LTL pour 1 000 unités
2402.10.00.0, 2402.90.00.0, 2403****	Tabac à fumer emballé et autres produits du tabac	50

Code des produits	Désignation	Taxes (en % de la valeur imposable*)
2710.00.51.0, 2710.00.37.0	Carburant et essence	70, mais au moins 560 LTL par tonne*****
2710.00.51.0, 2710.00.55.0, 2710.00.69.0	Carburéacteur, kérosène, gazoles (carburant diesel), carburant liquide pour chaudière	25, mais au moins 190 LTL par tonne*****
2710.00.87.0- -2710.00.98.0	Tous genres d'huiles de graissage, sauf le mazout M-100 classé dans la sous-position 2710.00.98.0	8, mais au moins 180 LTL par tonne
1806.20.10.0- -1806.20.80.0, 1806.31- -1806.90	Chocolat et autres produits alimentaires renfermant du cacao, sauf la poudre de cacao et les produits renfermant moins de 18 pour cent, en poids, de beurre de cacao	10
0901	Café	10
7113, 7114, 7116	Articles de bijouterie et leurs pièces, en métaux précieux ou en métal recouvert de métaux précieux, articles d'orfèvrerie et leurs pièces, en métaux précieux ou en métal recouvert de métaux précieux, articles en perles naturelles ou de culture, en pierres précieuses ou semi-précieuses - naturelles, synthétiques ou reconstituées	10
ex 8703	Véhicules de luxe, d'au plus cinq ans (sauf voitures spéciales), indiqués dans la liste de l'Office d'Etat pour la concurrence et la protection des consommateurs du gouvernement de la Lituanie	15, à partir d'un prix dépassant 60 000 LTL
2716.00.00.0	Electricité	1
ex 4901-4911, ex 9504.40.00.0	Publications érotiques ou incitant à la violence	50

\* La valeur imposable sera:

- le prix de vente avant la taxe d'accise et la TVA des produits fabriqués en Lituanie;
- la valeur en douane, y compris les droits, des produits importés.

\*\* Les codes de produits sont repris de la nomenclature combinée de la Communauté économique européenne.

\*\*\* Une taxe d'accise - 0,2 LTL par litre - sera perçue sur la bière produite et commercialisée par chaque brasserie lituanienne fabriquant 100 000 décalitres par année.

\*\*\*\* Une taxe d'accise ne sera pas perçue sur le tabac (code 2403.10.90.0) importé par la société anonyme "Philip Morris Lietuva" et par la société "House of Prince Lietuva".

\*\*\*\*\* Seuls des droits d'accise absolus (en LTL par tonne) seront appliqués aux produits pétroliers fabriqués par la société anonyme "Mazeikiu nafta". A compter du 1er août 1995, il n'y aura pas de droit d'accise sur le carburéacteur (code 2710.00.51.0) importé par les sociétés anonymes "Lietuvos avialinijos" et "Lietuva" et acheté à la société anonyme "Mazeikiu nafta".